

3

...nt l'imam de Défense. Si tout perdons
...erre, il devient l'imam Secret et si
...nemi nous écrase complètement, il
...ient l'imam Martyr.

...a... seul il est quatre.

...ette fille Anissa ne viendra
...après les moissons. Tu la connaîtras
...si...a fille. Je les ai élevés
...es yeux. Elles sont les prunelles de
...les sont bien plus que cela.

...de l'imam grossit quelque peu. A
...arrière, autour de Khadidja, des femmes
...sont rassemblées. Asef s'en éloigne. Il

...e femme parler de lui à Khadidja
...prononcer son nom avec un... aspiré.
...Hasen », le prénom si... porté à
...adent et ailleurs dans le... de qu'il va
...écouvrir. Il est pron... avec une
...onation qu'il connaît bien présent.

... aspiré c'est aussi être qui se
...che aspire au cœur univers que
...sque la... croyait côté... est comme
...cette femme qu'il connaît pas.
...rait, après sa mère, l'...er au monde.
...ne lui a rien demandé... aime bien le
...com que... parents. Mais
...re inconnu... en quelque...
...une dimen... qui font,
...en... longues et
...ques, la... Kirama avance

Table

p. 1	La vie de notre Cercle
p. 2	Entretien avec Michel Laxenaire
p. 34	Forum de Jussieu (21 mars 2001) : « Guerre d'Algérie, Mémoire et Histoire » Notes de Elio et Lucie Cohen-Boulakia
p. 40	Autour de « l'affaire Aussaresses » : Guerre d'Algérie, témoignage Bernard Zimmermann
p. 46	Journée du Maghreb à Savigny-le-Temple Compte-rendu de Michel Laxenaire
p. 48	Vitalité et originalité du théâtre algérien Michel Laxenaire
p. 50	Les rédacteurs

La vie de notre cercle

La réunion du dimanche 29 avril 2001, chez Michel et Marie-Jo Laxenaire, fut consacrée au plaisir de la rencontre et de la gastronomie, autour de certaines spécialités tunisiennes succulentes : le tajine de fête de Zineb Ksiksi, les griouchs de Madame Jamli, les œufs de poisson fumés et la boukha d'Elio..., et nous eûmes droit bien sûr à l'attendu couscous de Marie-Jo. Il a répondu à cette attente pour notre plus grande satisfaction et, l'esprit de la boukha aidant (qui sait ?), l'idée a été émise de rédiger un livre d'histoires de couscous qui ne serait pas un énième livre de recettes. (A suivre)

Nous avons accueilli pour la première fois Claire Gruson dans notre Cercle. Claire est une amie de longue date pour plusieurs d'entre nous ; elle est très attentive aux échanges entre cultures comme elle le manifeste notamment au club Unesco de Montgeron et dans l'association des amis de Benjamin Fondane.

Dimanche 3 juin. Café-boulou. Deux exposés ont apporté quelques éléments de compréhension des évolutions en cours dans les pays du Maghreb, qui suscitent nos interrogations et interpellent notre sens de la solidarité : « Sur l'actualité politique tunisienne », par Elio C-B., et « La situation de la presse en Algérie », par Bernard Zimmermann.. L'intervention d'Elio a été enregistrée; cet enregistrement ainsi que le dossier de Bernard sur la presse algérienne sont à la disposition de ceux qui voudraient les consulter.

Nous sommes revenus sur le projet de créer un site Internet pour notre Cercle, en nous donnant le temps de l'été pour réfléchir à ses finalités et son contenu.

Le samedi 10 juin, Michel et Marie-Jo L. ont participé à la journée du Maghreb, à Savigny-le-Temple. On trouvera un compte-rendu de cette rencontre dans les pages suivantes. Ce même jour, Bernard Z. co-anima un colloque organisé à Sciences Po. par l'association Coup de Soleil, sur le thème « Actualité de la pensée de Jacques Berque ». Un résumé de ce colloque, marqué par une intervention d'André Miquel, sera présenté au Cercle dans une prochaine réunion.

Nous saluons le succès à l'écrit du CAPES de Chafia Ksiksi, et tous nos encouragements l'accompagnent pour la suite de cette épreuve qui mérite bien ce nom.

Juin 2001

Entretien avec Michel Laxenaire

Questions et compte-rendu de Bernard Zimmermann

14 mars 2001

B.Z. Michel, dans quelles conditions as-tu été conduit à participer au travail d'un Centre Social, en Algérie ? Et d'abord pourrais-tu nous rappeler ta trajectoire personnelle ?

M.L. Ma trajectoire personnelle ? C'est à la suite d'une anecdote que je me suis retrouvé sur ce chemin-là. Je suis sorti du rang, j'étais ouvrier ; les mouvements de jeunesse m'ont apporté une envergure, un éclairage.

En 1958, je me suis marié avec Marie-Jo ; je suis devenu représentant en produits agricoles, en alimentation animale. Je gagnais bien ma vie. En 1959, j'étais un jour en visite de clientèle sur mon territoire ; je rencontre Rachid Mahi, des scouts musulmans, responsable de la branche aînée, et que je connaissais très bien. Il me dit : « Je suis directeur d'un Centre Social à Ben Zerga. Comme il y avait pas mal de maçons dans le douar, j'ai construit le Centre Social avec les habitants. Mais j'ai des problèmes : je les ai lancés ensuite dans une coopérative que je suis incapable de diriger ; je ne connais ni la compta ni la gestion. Peux-tu m'aider ? »

J'avais un moment, je suis allé avec lui. L'équipe était là ; le Centre Social était presque terminé. Je n'en suis plus parti.

B.Z. Peux-tu situer Ben Zerga ?

M.L. Ben Zerga est juste à côté de Rouiba, en venant d'Alger sur la gauche. Les gens travaillaient en bonne partie à Maison Carrée, à Hussein Dey ou à Rouiba. A Rouiba il y avait Berliet, le Plan de Constantine y avait installé des entreprises. Ben Zerga était un douar de développement assez récent, me semble-t-il.

Ce fut notre virage de couple, à Marie-Jo et moi. On a tout d'un coup vécu sur nos économies. Je n'étais pas employé des Centres Sociaux, la coopérative était dans le cadre des Centres Sociaux...

B.Z. C'était du bénévolat ?

M.L. Oui. Quand la coopérative a un peu marché, j'ai pris un salaire, égal à celui du Président, 500 francs par mois, d'alors. Ça a duré jusqu'à la fin 1961, deux ans et demi. Nous sommes partis sur les menaces de l'O.A.S..

B.Z. Tu as parlé de tes contacts avec les mouvements de jeunesse, à quand remontent-ils ? Tu es né à Alger ? Quel âge avais-tu en 1958 ?

M.L. Oui, je suis né à Alger, j'avais 30 ans en 1958. J'avais été l'un des responsables des Scouts de France à Alger. J'étais entré une première fois dans le scoutisme, pré-adolescent, mais ce n'était pas mon milieu et quand je me suis senti très mal à l'aise j'en suis parti en claquant la porte. Ça m'a donné tout de même l'occasion de mieux connaître l'abbé Scotto. Nos chemins se sont rencontrés alors que j'étais gosse. Je l'ai connu jusqu'à sa mort. Le scoutisme, j'y suis revenu bien plus tard à la suite d'un incident. Un jour, des gars étaient coincés dans une grotte. J'ai appris qu'ils étaient scouts. Je me suis dit : « Tiens curieux que des gosses de bourgeois aillent faire de la spéléo et restent coincés dans une grotte. J'ai envie de connaître ces gens-là, ça ne doit pas être des gars comme les autres ». Je suis donc revenu pour faire de la spéléo... Parmi les responsables se trouvaient Pierre Chaulet, André Gallice, Jean Foscoso, ceux que plus tard on appellerait les « libéraux ». Un jour, ils m'ont coincé dans un coin et ils m'ont dit : « D'après toi, c'est ça les mouvements de jeunesse ? »

B.Z. Scotto, qui était-ce ?

M.L. Jean Scotto. Je l'ai connu à sa sortie du séminaire, dans une paroisse bourgeoise. Dans ce quartier, ma mère était bonne à tout faire chez un toubib. La mère de Scotto tenait un bistro à Hussein Dey. Son père, je ne l'ai pas connu. C'était un gars du peuple devenu prêtre. On a toujours eu des relations très directes et très simples parce qu'on était de la même extraction. Il était bien Pied-Noir... Il y eut un jour une barouffe... Un type avait fait coin-coin à son passage. Il avait relevé sa soutane, prêt à faire un carton.... Il était du peuple, quoi.

Ensuite il a été à la paroisse de Birmandreïs. Par ses contacts avec la Mission de France et les Frères de Taizé Scotto est devenu un homme clé de l'évolution du clergé, de l'évêque Mgr Duval, qu'il a fortement influencé.. C'était un Pied-Noir comme les autres mais c'est son cheminement qui est remarquable. Mon éclairage est du même genre, il est venu au fil du temps, on ne naît pas avec. Mon environnement sociologique, familial, ne m'y préparait pas.

Scotto est mort il y a quelques années ; j'ai ici un livre sur lui, qui est rigoureux, exact mais qui manque d'anecdotes. Les anecdotes révèlent souvent les pensées profondes, la valeur d'un homme. Pour moi, Scotto était un homme qui avait la magie de savoir parler à la population d'abord. A Hussein Dey où la population était déchristianisée, il a refait complètement l'église qui est devenue un endroit de joie et de rencontre. Je m'y suis marié, elle était complètement transformée par Scotto. A mon mariage, il y avait des amis Juifs et des Arabes.

Plus tard curé de Bab el Oued, c'était un service qu'on lui avait demandé, il a refait la même chose. L'église refusait du monde. Ce n'était pas des intégristes, oh non ! dans cet endroit de misère psychologique et intellectuelle. Il en avait fait un lieu de chaleur, de compréhension et de dialogue. Chez Scotto cela dépassait de loin le côté religieux de l'homme.

B.Z. D'accord avec toi sur la valeur éclairante des anecdotes. Ce que tu dis là est intéressant quand on pense qu'après, à Bab el Oued, les gens ont basculé dans l'horreur absolue.

M.L. Une anecdote sur Scotto, parce qu'elle montre à quel point les hommes peuvent avoir une aura qui les dépasse. A Bab el Oued, le moment des messes était toujours une fête. Or, quand sous Massu il y a eu le forçage des magasins des Algériens, les gens les ont pillés. Le dimanche suivant, l'église n'était éclairée que par deux cierges et Scotto qui d'habitude allait accueillir les gens à l'entrée, attendait ce jour-là à l'autel, les bras croisés. Chaque messe, il l'a commencée en disant : « Mes frères, aujourd'hui je suis triste, j'ai honte. Comment voulez-vous qu'on chante, qu'on prie Dieu avec ce qui s'est passé dans le quartier ? » Il a mis l'église en deuil ; c'était un contraste terrible avec ce qui se passait d'habitude. « Comment peut-on réparer ? » Des gens sont venus chez Scotto rendre ce qu'ils avaient pris, dans la semaine. C'est énorme. Pour lui, il ne pouvait pas y avoir Dieu d'un côté et la vie de l'autre.

B.Z. Les mêmes personnes, à Bab el Oued, sont capables du meilleur et du pire. Et tout dépend de ce qu'il leur est donné comme ligne, comme direction morale, spirituelle. Il faudra revenir là-dessus plus tard.

M.L. Autre exemple qu'on ne trouve pas dans les livres qui parlent de Scotto. Une fois, des gens ont badigeonné de merde les poignées de la porte de l'église. Le matin, Scotto s'en est mis plein les mains. A la messe, il l'a dit aux paroissiens. « Ma première réaction a été de dire : mon Dieu, j'ai de la merde plein les mains, eh bien ! mettez-leur en plein la gueule ! Puis : non ! ça n'est pas chrétien ! Ça, c'était ma première réaction. J'ai dit : les pauvres ! ils ne savent pas ce qu'ils font. » C'était le Scotto qui était resté du peuple.

B.Z. Il a eu pas mal de problèmes avec l'OAS...

M.L. L'OAS n'a jamais osé s'attaquer à lui.

B.Z. Et Pierre Chaulet ? Quel rôle a-t-il joué ? Comment tu le situes ?

M.L. Il était fils d'Alexandre Chaulet, qui était le pivot de la CFTC à Alger et même du syndicat tout entier. Alexandre a été un des artisans, le principal peut-

être, de la transformation de la CFTC en CFDT, c'est à dire de la déconfessionnalisation du syndicat.

On le connaissait bien à Alger. Sa femme avait un tempérament terrible. Elle était d'une vieille famille, la famille Tamiatto. D'une intégrité et d'une rigueur absolues. Alexandre Chaulet avait monté en Algérie la première maison de vacances, à Ben Aknoun, dirigée par Jacques Despins. Ce dernier, arabisant, n'est pas Pied-Noir ; il est arrivé en Algérie pour être Père-Blanc et s'y est marié, puis il y est resté...

L'idée d'Alexandre Chaulet avait été d'installer aussi à Ben Aknoun une école hôtelière ; les élèves se faisaient la main sur les vacanciers, qui étaient servis comme des princes.

Des filles Chaulet se sont mariées avec des Algériens, dont une avec Salah Louanchi. Pierre Chaulet, comme Despins, était scout ; il a fait des études de médecine.

Dans cette famille ils étaient tout l'un ou tout l'autre. Ils ont tous été du côté de l'indépendance. Pierre Chaulet est aujourd'hui un grand pneumologue, internationalement reconnu. Il avait lancé un dispensaire avec des étudiants en médecine à El Kettar, vers 1957-58. Plutôt que de faire le service militaire il est parti à Tunis, aux côtés du FLN, jusqu'à la fin de la guerre.

B.Z. Tu l'as connu par les scouts ?

M.L. Oui, et à côté nos familles se connaissaient, à partir du moment où on vivait dans les mêmes cercles politico-religieux...

B.Z. Chaulet était pied-noir ?

M.L. Oui, sa mère oui, son père je n'en suis pas sûr.

B.Z. Avais-tu déjà entendu parler des Centres sociaux de Germaine Tillion, au moment où tu as pris contact avec Rachid Mahi ?

M.L. Oui, mais très peu, parce que les Centres sociaux étaient surtout dans le bled. Dans Alger on avait très peu d'idées. Je savais de quoi il était question mais on n'était pas en présence des Centres sociaux.

B.Z. Et Ben Zerga ?

M.L. Oui, c'était un Centre social.

B.Z. Mahi, son histoire, tu la connais ?

M.L. Oui. Mahi était enseignant. Au moment où on a recruté des gens pour les Centres sociaux, l'équipe dirigeante des Centres sociaux, et notamment Charles Aguesse, patron des Centres sociaux, n'envisageait pas de n'avoir que des cadres européens (il y avait des gens très bien) ; il lui fallait trouver des Algériens. Il fallait en trouver prêts à ce genre de mission. Il a naturellement puisé dans les mouvements de jeunesse, dont il était lui-même. Il a recruté ainsi Rachid Mahi, qui avait à peu près mon âge.

B.Z. Mahi a-t-il eu l'occasion de te raconter ce qu'était ce centre ?

M.L. Oui, le centre avait des visées assez modestes. Il jouait un rôle de dispensaire et d'accueil de personnes pour des services divers (formalités administratives...). Mais il venait d'ouvrir lorsque je suis arrivé. La coopérative n'y logeait pas. Nous avons créé un petit bureau de 7 mètres carrés à côté.

Il fallait manifester l'autonomie de la coopérative par rapport au centre social, qu'elle vive par elle-même, avec son Conseil d'administration, son président, son revenu, ses dépenses... Rachid Mahi visait à faire des ouvriers des prestataires de services. Il gérait ça à sa manière. Grosso modo, il demandait aux Centres sociaux de payer les salaires des coopérateurs et de quoi acheter les matériaux, et puis il répartissait ça. Quand je suis arrivé il n'y avait aucun compte, rien.

B.Z. Quelle était ta fonction ?

M.L. Mettre la coopérative en ordre, avec des statuts, parce que, n'y connaissant pas grand chose, il avait adopté les statuts les plus rigides qui existaient. C'était les statuts des communautés de travail, initiées par Marcel Barbu, avec Boimondau¹, dans le Dauphiné. Barbu y avait transformé son usine dont il était propriétaire en coopérative, avec des statuts qui ne permettaient pas l'appropriation des biens, pour être sûr que ça reste propriété collective. C'était utopique par certain côté.

Moi, je pensais : l'Algérie va changer de statut. Au fond de moi-même, j'espérais qu'on irait vers une indépendance relative. Je pensais que malgré tout ce qui se passait nous avions notre place dans l'avenir de l'Algérie, et dans ce cas il valait mieux se préparer à vivre autrement, travailler autrement, avoir des structures plus adaptées...

Je pensais –l'horreur n'était pas encore arrivée, les Pieds-Noirs m'apparaissaient encore adaptables, réformables- je pensais donc que les choses pressaient, s'aplaniraient par la suite. C'est ce qui m'a distingué par exemple de Pierre Chaulet. Je n'ai jamais réussi à admettre qu'on choisisse un camp... Je pensais

¹ Contraction de « Boitiers de montres du Dauphiné »

que ça n'était pas la solution : prendre le parti d'un des deux camps contre l'autre.

Donc, dans cette coopérative, première chose : faire fonctionner des structures. On a élu un président : Boualem, le pivot de cette affaire, on a désigné un conseil d'administration. On a expliqué à l'AG, une vingtaine de personnes, dans quel esprit on allait travailler. On leur a donné les premières idées de ce que sont un chiffre d'affaires, des bénéfices, des investissements... C'est à dire qu'on a commencé à faire en même temps de la mise en place et de la formation.

J'en ai profité pour me former car je ne connaissais rien ni au bâtiment ni à la comptabilité... J'étais pauvre parmi les pauvres, ce qui m'a permis de rester modeste, puisque j'avais autant à apprendre que les autres.

B.Z. C'était une coopérative du bâtiment ?

M.L. Du bâtiment et de travaux publics. Les coopérateurs amenaient leur travail et, pour les maçons, leurs outils, c'est à dire une caisse.

B.Z. Donc vous montez une coopérative, avec Mahi à côté de toi...

M.L. Mahi, dès qu'il a senti qu'il pouvait passer la main, a accepté d'aller monter un autre Centre social...

B.Z. Et il t'a laissé tomber ?

M.L. Ah ! Tout de suite...

B.Z. Une fois que tout ça est en place, toi tu sers de conseiller technique ?

M.L. J'avais le titre de directeur. J'assurais la comptabilité, j'allais chercher du travail. Il fallait que je me débrouille avec les problèmes de finances : c'était zéro au départ. Le capital de la coopérative s'élevait à 2500 francs (anciens)... Trésorerie : 0. Pour arriver à 2500 francs, on avait compté les brouettes, les pioches... comme apport des coopérateurs. Avec ça il fallait faire. On a fait quand même.

J'ai fait tout de suite de la formation parce qu'il fallait se mettre rapidement dans la situation de travailler. A l'exception de deux d'entre eux ils ne savaient pas lire. Beaucoup ne parlaient pas français, moi pas l'arabe. Moi je savais lire des plans, Boualem, le président aussi, à peu près, mais c'était un maçon, il avait une connaissance de maçon ; il ne pouvait pas aller plus loin. Si j'avais acquis rapidement les connaissances nécessaires je serais devenu le patron de tous, ils l'auraient admis d'ailleurs parce que c'était plus simple... Mais, de manière à ce qu'on joue le jeu, j'ai utilisé tout le temps libre qu'on a pu grignoter (intempéries, etc) pour faire de la formation. On a demandé la salle de réunion du

centre dans laquelle il y avait un tableau noir et j'y faisais des cours. Comme je ne pouvais pas leur apprendre à lire et à écrire, je leur expliquais des plans, comment lire un plan... J'ai acheté des règles, des crayons... Les mains de travailleurs qui n'avaient jamais tenu autre chose que des burins et des marteaux dessinaient. Je leur apprenais qu'un centimètre fait un mètre sur le terrain. Tout mon enseignement était un enseignement technique, mais notre travail ce n'était pas ça...

B.Z. Ils ne savaient ni lire ni écrire mais tu leur a appris à dessiner un plan !

M.L. Absolument, et à écrire des chiffres ; ça c'était facile. Les chiffres, ça, ils savaient lire. Oui, on a dessiné directement et ça a marché.

20 avril 2001

B.Z. Michel, que vient-il de ton héritage familial, culturel, social ? Je cherche à comprendre comment, par cet héritage, ces racines si on peut dire, on peut arriver à situer ce que tu as fait à un certain moment, par exemple le choix de rencontrer des Algériens, d'aller à Ben Zerga... Tout ça n'est pas tombé comme un cheveu sur la soupe. Comment l'interprètes-tu, toi, comment l'expliques-tu à partir de ton éducation par exemple ?

M.L. C'est une énorme question !

B.Z. On peut partir au choix, de ta famille, de ton milieu, de ton éducation...

M.L. J'aurais tendance à privilégier, pour plusieurs raisons, l'ascendance de ma mère. J'ai des raisons d'avoir autant d'estime pour l'un que pour l'autre de mes parents, mais la personne déterminante était ma mère.

Elle était née à Carnot-les-Attafs. C'est fou ce qu'elle avait été marquée pendant son enfance, fille de divorcés, élevée par sa grand-mère paternelle –elle était pratiquement orpheline. Elle ne parlait jamais de sa mère qui était partie de chez elle, que sa belle-mère traitait de putain... A cette époque, ça ne se faisait pas, partir de chez soi. Elle ne parlait jamais de son père ; il y a un mystère de ce côté-là.

Elle, elle a vécu la colonisation, celle de ce coin-là. La plaine du Chéelif a été, je crois, colonisée assez tard et elle a vécu tout ce qu'a été la pauvreté, je dirais presque la misère de ce milieu. Elle est revenue très souvent sur deux choses. Lorsqu'elle a commencé à travailler, toute jeune, elle était avec un homme qui était secrétaire de mairie, qui était arabe. C'était rare. Il n'avait peut-être pas le titre de secrétaire mais c'était lui qui avait la fonction. C'était un homme d'une

délicatesse extraordinaire, ma mère en pleurait presque lorsqu'elle en parlait parce qu'elle avait des souvenirs très émouvants avec cet homme. Il lui a appris à travailler.

Un autre phénomène auquel elle a assisté : à côté de Carnot, il y avait dans un village des Arabes christianisés –je crois que c'était Kherba ? Ces Arabes chrétiens étaient rejetés autant par une communauté que par l'autre. Les Arabes les appelaient les « torni », et les Européens les appelaient les « torni » ! Ils n'étaient plus de nulle part. La souffrance de ces personnes avait été une souffrance pour ma mère. Elle a eu de très bonnes relations avec eux parce que pour elle la foi chrétienne était une vérité, les valeurs chrétiennes étaient une vérité. Ca ne se discutait pas.

Mon père était chétif, il n'était pas grand, il était parti d'Alsace pendant la guerre de 70, sa famille s'était réfugiée en Suisse, ils avaient eu tous les malheurs... Il était l'aîné d'une dizaine d'enfants. Il n'était pas marrant. Comme il avait été marqué par le mouvement ouvrier français auquel il n'a jamais adhéré parce qu'il le trouvait vraiment virulent, terriblement excessif... lui était plutôt attiré par les gens bien-pensants, c'est à dire la droite. Il a été Croix-de-Feu (mais pas pétainiste). Ses modèles étaient De La Rocque, Mermoz bien sûr. Il avait tout des allures de ce qu'on pensait être des fachos, à l'époque –il y en avait là-dedans- mais je sais qu'il n'en était pas, il était loin de l'être même.

Tout ça cohabitait. La famille pouvait verser dans un sens ou dans l'autre, selon les rencontres, selon les gens auxquels ils auraient adhéré. Le premier virage que je situe, à propos de ma famille, puisque c'est d'elle qu'on parle, c'est lorsqu'il y a eu la phase du pétainisme : l'Algérie entière était pétainiste, mes parents ne l'ont pas été. Ils ont refusé de l'être, et pour une raison cocasse d'ailleurs : c'est qu'ils ne supportaient pas que Pétain ait pris « Travail-Famille-Patrie » qui était la devise de De La Rocque.

Là où le virage s'est produit c'est quand il y a eu la vague d'antisémitisme. Ma mère ne pouvait absolument pas supporter ça. Tous ses souvenirs d'Arabes chrétiens rejetés, de communauté rejetée, c'était la frontière qu'elle ne pouvait pas passer.

Quand il y a eu l'éventualité de faire porter l'étoile jaune aux Juifs, ma mère avait préparé autant d'étoiles jaunes que nous étions dans la famille pour que nous la portions nous aussi. Elle avait dit : vous irez à l'école avec et nous allons tous la porter si on demande de la porter. Il y a eu un moment d'embargo, les gens n'allaient plus dans les magasins juifs. Ma mère, à ce moment-là, n'allait plus que dans des magasins juifs. Je crois que là-dedans il n'y avait pas uniquement que des options personnelles... C'était un mouvement de bourgeois et comme ma famille était d'extraction simple, c'était une manière de se distinguer de l'environnement.

Ma mère adorait parler arabe et chaque fois qu'elle rencontrait des gens du bled elle était heureuse de parler avec eux. Tout cela m'a marqué, comment ? Je ne sais pas.

Ensuite -je devenais adolescent- des moments que nous avons beaucoup plus vécus ensemble. Mes parents, je le répète, étaient très religieux :c'est la rencontre avec des gens comme l'abbé Scotto, et d'autres comme Mgr Jacquier qui étaient des gens d'ouverture, de tolérance, de grande intelligence. Ils nous ont aidé parce que nous avions des raisonnements comme tous les gens simples, c'est à dire il y a des choses qui te sortent de la bouche, tu ne les as même pas pensées, mais tout le monde le dit, on le répète... Ceux-là nous ont appris à réfléchir.

Ce sont-là des souvenirs qui me ressortent, mais je ne suis pas sûr que ce soit ceux-là qui m'aient orienté ou qui m'aient aidé à une prise de conscience.

B.Z. C'est peut-être l'influence prépondérante de ta mère ? C'est ce que tu exprimes clairement...

M.L. Je peux te donner un exemple de leurs réactions vis à vis du monde bourgeois, alors qu'ils étaient fascinés, attirés par les bien-pensants. c'est vrai. Mais en même temps, ils exécraient un monde de façade, un monde faux. Nous nous vivions dans les coulisses de la bourgeoisie n'est ce pas. Nous voyions constamment leur arrière-scène qui n'était pas belle à voir. Etant enfant, je regardais des choses assez curieuses. Un jour, figure-toi que l'Echo d'Alger d'Alain de Sérigny n'avait rien trouvé de mieux que de rendre hommage à une famille représentative de ce qu'on pouvait citer en exemple. C'était le prix Cognacq quoi ! Je ne sais pas comment on a été choisi par l'Echo d'Alger. Ça a été un temps très fort parce que ma mère n'a pas été prendre l'avis de qui que ce soit. Mon père, le matin, nous avait nettoyés, lavé les oreilles etc, nous étions tous endimanchés, nous étions prêts à aller à une cérémonie de remise de médailles ou je ne sais trop quoi. Au moment de partir, ma mère tout d'un coup est entrée dans une crise épouvantable, mon père ne savait plus où se mettre... Elle a dit : « Je ne sais pas où on met les pieds mais ce n'est pas notre place ! On se sert de nous, on se joue de nous. On n'y va pas. » Mon père a dit : « Tu te rends compte... » - « Vas-y toi parce qu'ils ne comprendront pas, mais vas-y seul. Mais pas les gosses et pas moi. » On était tous là, on espérait qu'il y aurait de la limonade... Mon père y a été sans nous. Ca a été un flop épouvantable. Du coup, ça a été la première et la dernière fois que cette histoire a existé. C'était la bonne conscience du milieu bourgeois que de trouver une famille méritante...

B.Z. Ce qui me frappe, c'est l'importance que tu accordes constamment à l'extraction sociale, à l'opposition milieux populaires/bourgeoisie algéroise. Ca semble être particulièrement fort chez toi comme grille de lecture, et j'ai le

sentiment à côté de ça que pour toi les valeurs chrétiennes sont importantes mais tu ne sembles pas les mettre en avant par rapport aux aspects sociaux, à l’empreinte sociale. Ou alors c’est que pour toi c’est tout un, je ne sais pas...

M.L. Justement parce que j’ai pris beaucoup de recul depuis. Mais nous vivions dans un environnement bourgeois. Je suis né rue Michelet, nous vivions rue Michelet parce que nous habitions chez le toubib ; notre appartement, un deux pièces, se trouvait derrière son cabinet médical. Lui, était un homme remarquable ; c’était un obstétricien.

Excuse-moi pour la comparaison -elle est osée à tout point de vue- mais quand j’ai lu le bouquin d’Anne Frank ça m’a rappelé d’une certaine manière ma jeunesse, parce que derrière il ne fallait jamais qu’on fasse de bruit. L’après-midi il nous fallait disparaître parce que le salon d’attente était de l’autre côté du couloir. Nous ne devions pas gêner, c’était notre convention n’est-ce pas. Le salaire de ma mère c’était le logement où nous vivions, plus l’électricité, le gaz. Donc nous ne devions pas apparaître mais, étant donné les capacités de relation qu’avait ma mère... Certaines clientes la méprisaient. De celles-là, quand elles l’excédaient trop, ma mère disait : « Je vois ton cul ! » D’autres clientes avaient de l’estime pour elle ; quelquefois, certaines disaient : « Laissez-moi venir chez vous ; » Mais c’étaient bien rarement des femmes de la bourgeoisie ; il y avait des gens qui venaient du bled, des gens plus modestes. On vivait dans cet environnement...

B.Z. Tu me fais penser par moments, bien que l’histoire ne soit pas la même, aux « Saisons violentes » d’Emmanuel Roblès. Il évoque dans des termes proches des tiens l’expérience du contact de sa mère, d’extraction modeste, avec de la bourgeoisie d’Oran. Il raconte des humiliations subies.

M.L. Comme mes parents étaient très chrétiens et malgré ce qu’il leur en coûtait, il était hors de question qu’on aille à la laïque, on allait à l’école libre. Manque de chance, ce milieu qu’on fréquentait par la vie de ma mère, moi je le retrouvais à l’école. Exactement les mêmes fractures. De mes copains d’école, je n’en ai conservé qu’un, un Arménien qui est actuellement à Lyon. La vision que ma mère avait du monde bourgeois est devenue la mienne. A l’école j’étais bon élève, premier ou second toujours, et j’avais envie de continuer. Or, à 16 ans, ma mère m’a fait comprendre que ce n’était pas mal que j’aie le Brevet élémentaire, d’en être arrivé jusque là, mais qu’il fallait songer à travailler. Moi, je rêvais de faire les Arts et Métiers... Bon, j’allai au travail. Mon père était artisan, j’allai travailler avec lui. Dans son atelier il n’y avait pas de robinet ; le soir, on rentrait sale à la maison, pas moyen de faire autrement. La fonte, ça noircit d’une manière épouvantable... Peu de temps après être sorti de l’école, à l’occasion d’une course je rencontre, au Champ de Manœuvres, un bon copain de l’école. Il avait des bottes de cheval. Il était avec une copine ou une cousine... Dans mon innocence, j’ai cru qu’on allait se jeter dans bras l’un de l’autre, mais ce gars-là

s'est dépêché de se sauver ! J'ai compris qu'il était malsain de continuer à le rencontrer. A ce moment-là, si je ne l'avais pas compris déjà, je compris que je n'étais pas fait pour être de ce monde-là...

Là-dessus, je suis devenu anti-bourgeois pour le reste.

17 mai 2001

M.L. Tu m'interrogeais sur ce qui avait pu influencer ma perception... On avait parlé de mon environnement familial. Ce serait tronquer les explications que de limiter les influences à mon milieu familial immédiat. J'avais fait des allusions à la vie que j'ai passée dans le bled. J'avais une grande tante, du côté de ma mère, la sœur de son père qui me servait en quelque sorte de grand-mère. Avec son mari c'étaient des gens qui étaient de tout petits colons à Paul Robert, dans le Dahra -il s'agissait d'un des tout derniers villages de colonisation, créé juste avant la guerre de 14. Ils avaient été défricheurs ; j'ai eu l'avantage de vivre avec de vrais colons. Le grand-oncle était, je crois, originaire de l'Ardèche. Il était anarchiste et avait eu des histoires parce qu'il avait été républicain quand il ne le fallait pas, la tante, je n'ai jamais trop su. Les deux étaient venus de France. Elle avait vécu à Paris, elle a toujours eu, d'ailleurs, une allure très parisienne grande époque, collier de chien, habillée en noir, avec un chignon... On regarde un tableau de Renoir, on voit ma tante. Lui était un anarchiste et elle une bigote ; c'était une drôle de rencontre, ça fonctionnait d'une manière assez invraisemblable mais ça fonctionnait. Par exemple, ma tante passait l'année à préparer mon oncle à faire ses Pâques, parce que s'il ne les faisait pas il irait en Enfer, et lui, pour que ça ne soit pas l'Enfer sur terre, il allait faire ses Pâques, comme ça il avait un an de trêve avec sa femme...

Nous allions passer chez eux nos vacances, pratiquement trois mois de vacances l'été. L'année 1943, après le débarquement des Américains (en novembre 1942, B.Z.), j'ai eu une frayeur épouvantable de la guerre, de la DCA, des bombardements... L'école étant occupée, je suis allé passer un an là-bas avec eux. Eux m'ont dit : « Chez nous c'est pas l'hôtel ; puisque tu viens tu travailleras. » J'ai travaillé, j'ai labouré, les Arabes m'ont tout appris au point de vue agriculture, j'ai gardé les bêtes, j'ai été petit berger avec les petits bergers... Je suis un cas particulier parmi les jeunes Européens parce que j'ai vécu la vie de gens pauvres, peut-être pas pauvres mais c'était pas brillant, et j'ai partagé la vie des jeunes Européens et Algériens. On ne voyait pas tellement de différences à cette époque, nos jeux étaient un peu les mêmes, nos bagarres étaient les mêmes. Comme je n'allais pas à l'école, en plus, j'étais toute la journée dans le djebel à courir avec les vaches, à aller faire du jardinage, labourer, herser...

Il régnait en même temps la disette, ce sont des souvenirs peut-être un peu faussés mais j'ai l'impression que la disette on l'a beaucoup plus connue quand les Américains ont débarqué qu'avant à cause des troupes qu'il fallait nourrir ; le rationnement me semble-t-il a été plus fort à partir du moment où on a été libéré qu'avant... Quand je partais pour la journée, j'avais une sacoche comme avaient tous les ouvriers arabes, de la dimension d'une galette d'orge, et je mettais la galette dedans, un oignon, et je mangeais ma galette d'orge et mon oignon. Et quand il y avait ramadan, je faisais ramadan, c'était aussi simple que ça.

B.Z. Je m'apprêtais à te poser une question pour aujourd'hui pour donner une certaine unité à notre entretien, même si on doit revenir après sur des aspects vus précédemment... Justement je m'apprêtais à te demander comment toi qui étais un petit Pied-Noir as-tu pris conscience de l'existence des Algériens. Là, spontanément, tu as commencé à répondre à cette question avant même que je ne te la pose, ce qui montre que nous avançons un peu ensemble ! Tu viens de décrire ta vie dans un de ces villages du bled –sans y avoir été directement, je me fais une représentation du coin entre la plaine du Chélif et les monts du Dahra, avec la mer de l'autre côté des monts. Tu as vécu là un an, ce qui te donne une bonne profondeur pour évaluer un cycle complet de la nature de l'existence des gens. A propos de la disette, comme tu venais d'Alger tu n'avais peut-être pas conscience de ce qu'étaient les difficultés alimentaires dans le bled, avant que tu n'y arrives, les gens connaissaient déjà ça mais toi tu l'as découvert à ce moment-là...

M.L. C'est possible.

B.Z. Il y aurait beaucoup à dire sur ces difficultés alimentaires que j'ai connues aussi. Mais tes oncles, dont tu as gardé un bon souvenir, quels rapports avaient-ils eux-mêmes avec les Arabes, eux qui avaient été des défricheurs comme tu dis, et qui avaient un petit lopin de terres, qui étaient des colons ?

M.L. Ils faisaient souvent référence à leur propre histoire à celle de leur arrivée et du moment de la colonisation. Les terres qu'on leur avait données étaient des terres de maquis et ils avaient donc à les défricher. Elles étaient couvertes de jujubiers, de bruyères, de chênes kermès... On ne leur avait donné pas grand chose, ils avaient eu droit à une paire de bœufs, un outil ou deux, un peu de semences mais ça n'allait pas très loin. Ils ont défriché avec des Arabes du coin. Eux se sont toujours rappelés qu'à ce moment-là ils vivaient pratiquement en collectivité avec les Algériens, c'est à dire qu'ils avaient tendance à vivre avec les Algériens un peu comme ils auraient vécu chez eux, pourquoi pas en partageant la nourriture quand c'était nécessaire... Eux-mêmes étaient assez mal logés, leur première maison je l'ai connue, c'était des pierres sèches montées les unes sur les autres avec un toit de paille. Quand ils ont pu ils ont mis des tuiles, le sol était en terre battue. Il y avait peu de différence entre leur habitat et celui des Algériens du coin.

La guerre a démarré assez vite après. L'oncle est parti à la guerre de 14 et la tante toute parisienne il a fallu qu'elle se débrouille. Le bal était ouvert, il fallait danser. Alors, elle a eu une espèce de relation, tout le temps, qui était forcément tout à fait autre chose qu'une relation de patron à ouvrier, avec un dénommé Mohammed, qui était l'enfant chéri de la maison. Ils ont défriché ensemble, ils ont arraché les jujubiers ensemble et cette tante qui était une assez frêle femme, hypocondriaque, qui avait toujours un problème quelque part, s'est battue ; elle a réussi à faire marcher ce qui commençait à être une exploitation avec ce Mohammed.

Mais c'était une relation curieuse, parce qu'il y a toujours eu une espèce de sympathie réciproque entre eux, mais chacun restait à sa place : les Français étaient dans le village, les Arabes vivaient dans les alentours ; ils travaillaient ensemble, ils avaient des relations très sympas mais chacun était chez soi. C'était comme ça, il n'y a pas eu d'interpénétration.

Pour moi-même ça a déteint : la grande sympathie mais le chacun chez soi... On vivait dans une confusion totale. Une anecdote me revient pour montrer à quel point tout se mélangeait.

A l'époque où je suis allé, leur exploitation était défrichée, elle marchait, ils faisaient des céréales, de la vigne ; ce n'était pas énorme mais ça leur permettait de vivre. Ils avaient en permanence trois ouvriers : Mohamed, bien sûr, son fils Abdelkader qu'on appelait « Daka » familièrement, et Youcef, un gars dont je garde un souvenir extraordinaire, une espèce de force de la nature, un type remarquable avec lequel j'avais une complicité phénoménale. Pour dire, donc, à quel point on était dans une confusion totale : il y avait un caïd dans le coin, c'était en fait un agha, que j'ai vu deux ou trois fois prélever l'impôt. C'était insoutenable, parce qu'il avait ses moghazni avec lui, sa garde rapprochée. C'était la levée de l'impôt comme du temps de Louis XIV : le gars payait ce qu'il voulait à la France mais personne ne regardait ce qu'il prenait. Le gars rassemblait tout le monde sur la place de certains douars. Il y avait des gars qui se traînaient à ses pieds, certains avec du cinéma peut-être, et qui payaient en nature : une chèvre, un sac de blé... Il avait avec lui ses hommes avec des cravaches, et ça pleuvait. Les gens du coin, que je connaissais, étaient humiliés en ma présence. J'avais honte d'être présent dans des moments pareils. Mais quand le caïd arrivait, tous les gens se devaient d'aller lui embrasser les pieds. Il était à cheval, il n'en descendait jamais, il était beau, un peintre en aurait fait un tableau magnifique. Dans ce coin-là, tu sais, ils avaient les grands chapeaux avec des losanges de couleurs en-dessous... Ce caïd était vraiment beau.

Moi je voyais tous les gars que je connaissais qui allaient lui embrasser le pied, et je suis allé lui embrasser le pied. Inutile de dire qu'il m'a rejeté assez vertement, parce que vraiment ça n'allait plus. Sans le vouloir je le faisais rentrer

dans une espèce de situation invraisemblable quoi. C'est après que je me suis dit : « Mais pourquoi il n'a pas apprécié ça ? » Pour moi c'était comme la statue du Commandeur ; je ne voyais pas qui il était. Cela m'a à la fois permis de voir de très près les choses, non seulement de voir, j'allais dans les gourbis... J'ai un souvenir des crêpes au beurre rance, pour moi c'était quelque chose de formidable quand les femmes étaient en train de faire ces crêpes. J'ai appris depuis ce que j'aurais pu de moi-même deviner, c'est que ce beurre rance était rance d'origine, mais pas qu'une spécialité de l'Algérie, c'est vrai pratiquement de tous les pays nomades, ça permet d'avoir un beurre qui a beaucoup plus de goût avec une faible quantité. Tu vois ces poteries en terre, c'est de l'art, c'est la profondeur d'une civilisation, je les ai vus faire, préparer le feu, les cuire..., ça je le connais vraiment pour y avoir participé.

Pour d'autres Pieds-Noirs ça a été vrai : on pouvait avoir une profonde amitié pour ceux qu'on connaissait et une espèce de dédain ou de mépris pour la collectivité en général. Mes découvertes des valeurs, des raisons d'apprécier les Algériens en temps que tels ne sont venues qu'après, pas à ce moment-là.

B.Z. Cet anecdote de l'agha me semble une magnifique illustration du rapport colonial. Je retiens deux choses, mais l'intérêt que j'ai à te suivre vient de ce que j'ai des références assez proches des tiennes, que j'arrive à les lire, à les interpréter assez rapidement justement parce que j'ai des expériences assez proches. Peut-être, si j'étais un Français de France il me faudrait plus de questions pour entrer dans l'interprétation, je ne sais. Cette belle illustration du rapport colonial, on pourrait la reprendre et la travailler pour voir tout ce que ça implique quant au rapport colonial. Ce qui m'intéresse c'est la prise de conscience, ce que je retiens c'est que tu dis : « C'est après que j'ai pris conscience, conscience de tout ce que je remettais en cause au fond ? ». Il y a eu quelque chose qui s'est passé là, qui t'a marqué et qui t'a marqué comme un moment de prise de conscience, même si c'est après que celle-ci est venue. Pourrais-tu retrouver à quel moment tu en as fait l'analyse, à quel moment ça s'est mis en place dans ta compréhension de ce qu'était cette société ?

M.L. Certainement par petites touches. J'ai des souvenirs qui sont morcelés... Plus tard, vers 18 ou 19 ans, j'ai des souvenirs contradictoires qui montrent combien, tout en étant à l'intérieur de cette société, de ces phénomènes, on en avait une lecture conditionnée par une sorte de chape. Je me rappelle un ami qui était dans un mouvement de jeunesse –je faisais à ce moment-là partie de la J.O.C. C'était un gars qui menait ça, qui était un peu romantique, et qu'on avait remplacé par des gars venus de France. Je n'ai compris qu'après mais alors je me suis interrogé : pourquoi avait-on remplacé ce gars ? Les gens qui venaient de France, tu le sais, nous semblaient toujours un peu inadaptés à la situation en Algérie. Jeuset et Cailleau avaient été envoyés parce qu'en France on s'était ému du fait que la J.O.C., en Afrique du Nord, emboîtait le pas par des revues, par la documentation, à la situation ouvrière française ; c'était les pauvres

ouvriers etc, mais enfin les pauvres ouvriers catholiques, européens. Des gens se sont dit, à juste titre, ça je ne l'ai compris qu'après : « Mais enfin, en Algérie on marche sur la tête ! Les parias de la terre sont du côté des Algériens, ils ne sont pas chez les Européens, même si ceux-là sont exploités. Ce n'est pas là qu'est le problème principal. » Or, ces gars-là, je me rappelle la première fois qu'on a pris conscience avec eux. Pour essayer de nous éveiller l'un avait dit (c'était à Alger) : « Mais enfin hier soir en rentrant chez moi j'ai vu qu'il y avait des petits yaouleds qui dormaient dans le coin des portes... » On lui a dit : « Et alors ? Qu'est-ce qui ne va pas ? » C'était normal que ce soit les petits yaouleds qui dorment là, ça faisait partie des choses normales. Cela a été notre première discussion et quand le gars avait dit : « Ecoute, est-ce que tu ne crois pas qu'il faudrait peut-être... », notre réaction a été : « Mais ils ne sont pas catholiques ! On est dans la J.O.C., on n'est pas fait pour... » Les Pieds-Noirs qu'on était n'étaient pas à une contradiction près. C'est là où c'est terrible, ce n'est pas pour se dédouaner, ce n'est pas pour renvoyer la responsabilité ailleurs, ça serait trop facile, mais l'Ecole était française, les administrations étaient françaises, tout le système était basé sur une espèce de répartition des rôles... Les catholiques priaient toujours : « Notre-Dame d'Afrique priez pour nous et pour les Musulmans », c'est à dire, on pouvait y penser n'est-ce pas, c'était marqué à Notre-Dame d'Afrique, je ne sais pas si tu y es entré, c'était marqué en gros dans la mosaïque, au-dessus du cœur. C'est Lavigerie qui avait trouvé ça, je crois, ou des gens de son époque. Donc, on pouvait être humain avec les Musulmans, n'empêche que les Musulmans étaient les Musulmans et nous nous ne l'étions pas quoi.

B.Z. Là, nous sommes dans le cœur du sujet que je voulais aborder depuis le début. Cela vient préciser et compléter ce que tu as dit précédemment, bien que là il y aurait pas mal de choses à voir encore, parce qu'on est dans le vif du sujet. Et comme tu utilises la notion de contradiction pour essayer d'expliquer comment tout cela pouvait se vivre, on est dans le vrai parce que cette notion de contradiction permet de saisir ce qu'était cette vie d'alors, dans la contradiction. Il me semble qu'il y a à l'arrière-plan de ce que tu dis, qu'on peut saisir, ce qu'il y avait de pervers dans le système colonial, où on pouvait vivre dans des contradictions –dans toute société il y a des contradictions, aujourd'hui on est dans d'autres contradictions. Ce qui est intéressant c'est comment toi tu as vécu ça, comment tu l'exprimes, comment tu exprimes la prise de conscience progressive. Donc la discussion avec ces types de la J.O.C. venus de France...

M.L. Jeusset et Cailleau... Ils étaient venus pour essayer de redresser les choses, pour essayer d'influencer l'orientation de ce mouvement.

B.Z. Eux servent au fond de révélateurs.

M.L. Absolument. S'il n'y avait pas eu des gens au regard neuf, tous ces Francaouis qu'on méprisait oh ! on trouve parmi eux des gens qui sont devenus

plus idiots que les plus tarés des Pieds-Noirs, et Dieu sait si on en a des modèles ! Par ailleurs chez les Pieds-Noirs..., on a dans notre famille... Le problème c'est que chaque fois qu'on dépeint quelque chose on est faux. Il y avait une mosaïque de gens tellement variée ! Une tante de Marie-Jo qui est morte maintenant était une femme absolument admirable ; elle a été toute sa vie plus arabe qu'européenne. C'était une mosaïque complète mais il n'empêche que l'Ecole ne nous a jamais fait vivre en Algérie. S'il y a quand même quelque part quelque chose qui ait une responsabilité, c'est l'éducation nationale, l'Ecole telle qu'elle a été pratiquée en Algérie. Comment ? On vivait dans un pays dont on n'avait jamais appris l'histoire, dont nous avons à peine un peu appris la géographie. Je me souviens que je connaissais toutes les préfectures, les sous-préfectures de France, les fleuves et les rivières principales et les départements français, j'en passe et des meilleures, mais d'Algérie rien ou peu de choses. Un peu de géographie et certainement pas d'histoire. Alors on ne l'a pas connue. Quand j'étais à Paul Robert –je m'excuse, ce n'est pas dans l'ordre chronologique mais c'est comme cela que les choses reviennent- une fois, j'étais un peu plus grand, j'étais pris par la spéléologie, je cherchais des grottes pour montrer à mes copains de Paul Robert que je savais faire de la spéléo. Et j'avais entendu dire qu'il y avait des grottes à Rabelais. Mais pour les trouver, un gars m'a dit à Paul Robert -il était un plus vieux que moi- je sais qu'il y a un livre à la bibliothèque d'Orléansville qui parle des grottes de Rabelais. Il m'a amené ce livre, je me suis précipité sur la page qui parlait des grottes... On a trouvé deux grottes effectivement, dont une particulièrement qui était dans le lit d'une rivière, un oued toujours à sec pratiquement. C'était une grotte particulière parce qu'elle avait une entrée et une sortie. C'était curieux : pour entrer il fallait passer par une sorte d'éboulement comme si la montagne s'était écroulée sur l'entrée de la grotte. Enfin, en se faufilant on arrivait à entrer dedans, et puis j'ai cheminé à l'intérieur de la grotte, j'étais parti avec un gars qui avait voulu venir avec moi. On est sorti de la grotte. (A cette époque, tout en faisant ça pour mon plaisir, j'étais en relation avec les services hydrauliques, et chaque fois que je faisais des observations de ce genre j'allais les consigner à Hydra). A la sortie de la grotte, il y avait un vieux qui nous a accueillis. Il nous a dit : « Ici, il y en a beaucoup qui sont morts. » Je lui ai demandé ce qu'il voulait dire et il m'a dit : « Oui, il y en a qui sont morts. Ils ont fait de la fumée d'un côté et de l'autre et ils sont morts. » Il a dit : « Moi j'ai pas vu, mon père il a vu, c'est un vieux lui déjà. Un jour, l'oued a eu une crue et il est sorti un tas d'os de l'autre côté, on a tout mis dans le cimetière. » Je suis retourné au livre. C'était un général ou maréchal, à cette époque il était colonel, c'était peut-être de Saint Arnaud ? qui avait fait enfumer effectivement les gens, le livre en parlait. Du coup, j'ai vu ces grottes. Je suis allé chez l'administrateur de la commune mixte du coin, je lui ai dit : « Ecoutez, venez voir, il y a quelque chose... » Mais ça ne l'intéressait absolument pas, ce qui l'intéressait c'était de savoir s'il y avait de belles concrétions à aller chercher pour les mettre dans son salon. Il y a tout un tas de découvertes comme ça qui se font. Là, tu apprends qu'excédé par le fait que des gens venaient assassiner ses sentinelles, le gars d'Orléansville est parti en chasse et a découvert que des gens

se cachait dans des grottes –c'est du moins l'histoire telle qu'elle était racontée dans le livre, donc il avait fait boucher les entrées de la grotte et cet éboulement n'en était pas un, et il avait enfumé tous les gens qui étaient dedans. Il y avait eu je ne sais combien de morts à l'intérieur de ces grottes. Ces événements là, tu en prenais conscience mais tu ne les trouvais nulle part dans l'histoire. Cette histoire là était connue bien sûr, mais tu parles qu'elle ne nous était pas apprise, elle ne nous était pas enseignée, donc tout ce qu'on a pu apprendre c'est après, mais après, je dirais presque la plupart de temps depuis qu'on est rentré, depuis qu'on est revenu d'Algérie. Là-bas nous ne le savions absolument pas, et la presse, tu le sais comme moi, n'était pas là pour combler les vides. Nous avons une absence de culture, d'ouverture ; le regard n'était pas dirigé vers ce que nous vivions, il n'y avait aucun éclairage là-dessus, or sans éclairage, je pense que par soi-même, sauf à être un génie, on a du mal à prendre du recul.

B.Z. Je te propose d'arrêter là, non pas parce que ce n'est pas intéressant mais parce que ça l'est trop. Il nous faut respirer un peu maintenant, et rebondir par exemple sur l'Ecole, il y a là une piste qui me semble intéressante.

28 mai 2001

B.Z. Depuis le début, j'essaye de comprendre comment vient la conscience d'une situation, comment pour ton compte t'est venue la prise de conscience de la situation coloniale et comment cela a pu influencer sur tes comportements, sur tes choix de vie à un certain moment. Autour de cette question nous pouvons bien entendu développer ce qui nous semble intéressant à dire.

Quelle conscience avais-tu donc du problème algérien au moment où tu as pris en charge la coopérative de ben Zerga, c'est à dire en pleine guerre ? J'aimerais que tu essayes de rappeler comment à ce moment-là tu te positionnais par rapport à la situation politique. Apparemment tu devais bien avoir une certaine idée de la chose puisque lorsque Mahi t'a proposé de venir à Ben Zerga, tu n'as pas hésité. On ne prend pas une décision comme celle-là à la légère, c'est donc que tu devais, je suppose, avoir une certaine idée de la façon de mener ta vie, quelque chose devait conditionner ce choix immédiat.

M.L. Ben Zerga était aux premières loges du Plan de Constantine ou de ce qui était la vitrine du Plan de Constantine, c'est à dire cette zone industrielle de Rouiba et l'usine Berliet. De Gaulle était venu, il y avait eu le 13 mai, et il semblait se passer des choses...

Je voudrais revenir sur ce qu'a été le 13 mai, sur la manière dont je l'ai vécu. Le 13 mai, on attendait une ratonnade de plus parce qu'en fait ça avait été déclenché à l'origine, si je ne me trompe, par l'exécution de quatre militaires français à

Sakiet Sidi Youcef, en représailles des bombardements. On sentait la ratonnade. Avec Marie-Jo on venait juste de se marier. On avait ce jour-là essayé d'éviter le centre d'Alger parce qu'on était persuadé qu'il allait y avoir des horreurs, et puis on apprend tout d'un coup que c'était des scènes de réconciliation, la liesse... Cela paraissait quelque chose d'inimaginable ! Je ne peux pas dire qu'on n'a pas été profondément émus par ces embrassades, ces hommes et femmes qui peut-être dix minutes avant pensaient s'entre-tuer et qui se trouvaient dans les bras les uns des autres, qui défilaient, qui avaient décidé que ça devait s'arrêter. Il y avait une espèce d'attente aussi bien chez les Algériens que chez les Pieds-Noirs que ça cesse, ça paraissait quelque chose d'insupportable cette affaire-là. Puis il y a eu cette manipulation, les gens ont appelé De Gaulle, on ne savait même pas qui c'était. On attendait qu'il se passe quelque chose, et en France c'était De Gaulle qui faisait la diva, « je viens je viens pas », « qu'ils m'appellent pour que j'arrive »... Bon. Et en Algérie il fallait bien occuper le temps. A Alger s'organisaient des espèces de défilés, des fêtes... Là où je suis tombé du cinquième étage c'est lorsque j'ai vu en tête d'un défilé dont je me souviens, qu'on avait préparé..., Laquière et de Sérigny, qui pour moi représentaient tout de même ce qu'il y avait de plus rétrograde en Algérie, suivis d'un défilé de toutes les provinces en costumes, les provinces françaises ! Alors les Alsaciens, les Bourguignons, les Vendéens, je ne sais plus lesquels il y avait, quoi !

B.Z. Hé ! Il y avait les Algériens aussi ?

M.L. Pratiquement pas ! Mais ils n'ont rien compris quoi, ils sont en train de tout foutre en l'air. Si c'est cette Algérie-là, mais ça ne marchera pas, ça veut dire qu'on reprend une démarche complètement fausse. Bien sûr, je pensais et je pense que beaucoup de Pieds-Noirs le pensaient. Le petit peuple pied-noir, le petit peuple de Bab-el-Oued a été complètement floué dans cette affaire. Parce que c'est lui qui a été embrasser les mouquères sur le Forum, ce sont eux qui se sont réconciliés et eux voulaient se réconcilier. C'étaient leurs voisins les Arabes. Tu te rends compte par-dessus quoi on passait pour que ces embrassades aient lieu. L'Algérie était, rappelons-le quand même, profondément raciste, pas forcément d'un racisme violent, mais les communautés étaient bien les unes à côté des autres. Les Espagnols, les Italiens, les Juifs, les Arabes, les Français de France comme on dit, ne se mélangeaient pas et même à l'intérieur des communautés françaises, les Bretons, les Corses, qui s'étaient regroupées et étaient relativement organisées, avaient du mal à sortir de leurs liens régionaux, et ça se voyait notamment à propos des mariages. Mes parents, au début, après ça a été autre chose, auraient été malheureux que je me marie avec une Espagnole. Les parents de Marie-Jo, si elle leur avait amené un Italien ou un Espagnol, ou pire un Juif ou un Arabe à la maison, tu parles, c'était la fin de tout... Or tous ces gens-là voulaient faire la paix, tous ces gens étaient capables de renoncer à des privilèges à ce moment-là pour faire la paix et je crois que c'était sincère à ce moment-là. Bien sûr, les Pieds-Noirs, petit à petit ont oublié ce qu'ils ont été à ce moment-là, mais à ce moment-là c'était vrai. Or les autres arrivent en ramenant

leurs provinces françaises etc. c'est à dire quelque chose qui voulait dire en quelque sorte : « Allez, rentrez dans vos gourbis, on repart comme avant. »

J'étais de ceux qui pensaient que si on voulait rester, et Dieu sait si je tenais à rester en Algérie, c'est mon pays, c'était bien sûr à condition qu'on fasse autrement. Comment ? Je n'en sais rien. Mahi est arrivé alors que j'avais cet état d'esprit et que c'était le moment de franchir le Rubicon, c'était le moment de travailler autrement, de faire autre chose.

B.Z. D'accord. C'est très bien exprimé, cette ambiance même d'Alger de mai 58. C'est bien situé. As-tu eu le sentiment à l'époque que d'autres, parmi les gens que tu pouvais connaître, réagissaient un peu comme toi ou as-tu eu le sentiment d'être isolé ?

M.L. A vrai dire je ne me suis pas posé la question. Au départ, je crois que ça a choqué la femme du patron chez lequel je travaillais, le patron lui-même qui était un vétérinaire a tout à fait admis. Il m'a dit : « Je crois que vous avez raison, je comprends vos raisons. » Sa femme l'a mal pris, peut-être parce que je parlais d'une manière imprévisible et elle ne comprenait pas bien. Mais on est resté amis. Sur le coup elle a eu une réaction assez brutale, « Vous êtes bien gaulliste ! », c'est à dire qu'elle n'avait rien compris sur ce plan-là. Mais après il n'y pas eu de problèmes. C'est après, avec l'OAS... L'OAS, comme dit l'abbé Scotto, l'OAS a détruit les Pieds-Noirs. Les Pieds-Noirs étaient tout à fait autre chose. Les Pieds-Noirs, je parle des Pieds-Noirs qui étaient condamnés à rester en Algérie. Pour moi il y a une différence entre tous les gens qui avaient une solution de repli en France et ceux qui ne l'avaient pas. Je faisais partie de ceux qui n'en avaient pas. La France, pour nous,, d'accord c'était la mère patrie, tout ce qu'on veut, tout ce qu'on nous avait enseigné, mais ça ne voulait rien dire. D'ailleurs on a été désemparés quand on est arrivés en France, on n'y était pas du tout préparés. C'est la différence avec ceux qui traversaient régulièrement la mer pour prendre leurs vacances en France... Pour moi, les Pieds-Noirs c'étaient ceux qui avaient le dos à la mer et qui eux, si on ne les avaient pas manipulés pour des intérêts qui n'étaient pas les leurs, je le dis pour les avoir connus, pour avoir vécu avec eux, pour avoir partagé leur vie dans le bled et dans les quartiers d'Alger, étaient capables d'autre chose. Ils l'étaient. Cela me paraissait ne poser aucun problème à personne ce que je faisais. D'ailleurs il y a eu pas mal de Pieds-Noirs, dans les services sociaux, qui étaient des gens extrêmement honnêtes et qui ont été très ouverts, qui ont fait un très beau travail. Je n'étais pas le seul, je n'étais pas un cas particulier, loin de là.

B.Z. Tu as employé un mot qui apparaît aujourd'hui, que j'ai personnellement souvent utilisé à propos de cette situation-ci, qui est « la manipulation ». Je me suis souvent interrogé là-dessus, en me demandant : « Est-ce que c'est juste d'utiliser ce terme ? Y a-t-il eu manipulation ? Dans quelle mesure ? Comment ça s'est passé ? j'ai tendance à penser qu'il y a eu pas mal de manipulations du

petit peuple pied-noir. En même temps si elle a pu marcher c'est qu'il y avait un certain nombre de conditions réunies pour qu'elle marche, cette manipulation, et donc qui s'opposaient au développement d'une conscience autre, allant plutôt dans ton sens. Nous pourrions revenir sur cet aspect de la situation 58.

Pour en revenir à la manipulation, je crois qu'on pourrait parler de l'Ecole. Quel rapport ? L'autre jour tu parlais de l'Ecole en citant les responsabilités de l'Ecole par rapport à la connaissance que les petits Pieds-Noirs avaient pu avoir du pays. J'aimerais revenir sur cette défaillance du système scolaire. « Défaillance » entre guillemets parce qu'il s'agissait en réalité de quelque chose de très institutionnel, très voulu. J'aimerais que tu me parles un peu de l'Ecole à partir de ton expérience. Des choses t-ont-elles frappé montrant ce qu'était cette Ecole de la colonie ? Comment a-t-elle préparé un terrain mental, intellectuel, chez ce petit peuple qui n'était pas, comme tu le dis, foncièrement destiné au mal, à la manipulation, mais qui pourtant a sombré ?

M.L. Je trouve que si l'Ecole a participé au conditionnement elle n'a pas été manipulatrice. C'est la différence que je vois. La manipulation par contre, j'en ai eu des preuves énormes, notamment à propos de l'OAS. Là, pour des raisons... je suis tombé à un endroit où j'ai pu constater les choses.

Pour l'Ecole, je crois qu'elle a été victime de ce qu'on pourrait appeler son « œuvre civilisatrice ». Les grands héros de l'Ecole à ce moment-là, rappelons-le, c'était Savorgnan de Brazza... L'Ecole faisait partie de l'œuvre civilisatrice de la France qui amenait la fin de l'esclavage, l'égalité, l'instruction bien sûr. La France avait ses auteurs, comme les autres elle ne les connaissait pas beaucoup alors elle vendait ce qu'elle avait, à l'Ecole. Elle avait ses instits, qui ne se posaient pas d'autres problèmes que d'enseigner, et d'enseigner bien. Je me rappelle avoir vu, rencontré, pratiqué même les écoles du bled où il y avait la classe unique avec l'instit dans le milieu. C'était magnifique ce qu'il s'y faisait. C'étaient des instits merveilleux. Cela ressemble un peu à ce livre, « La soupe aux herbes sauvages », je crois d'Emilie Carles, où là elle n'avait pas à s'affronter quand même à la communauté européenne pour enseigner. C'est là la différence. Je me rappelle de l'ancienne institutrice de Paul Robert, Madame Olivier, quand elle passait dans les rues du village, personne ne se serait permis de lui manquer de respect. Tous les gars qui étaient là, les colons, elle les avait eus à l'Ecole. La première génération non, mais tout de suite après. C'était un tas d'élèves qu'elle croisait. Elle passait sa retraite là. Cette femme était d'une ouverture considérable et Dieu sait si elle avait des réparties terrifiantes dans la bouche. Personne n'osait dire n'importe quoi en sa présence. Mais elle avait enseigné ce qu'enseignait la France. On avait un programme dans l'éducation nationale, ce programme tout le monde l'appliquait. On apprenait le français, les auteurs, la géographie, l'histoire, etc. Le problème qui se pose actuellement avec la Corse est bien significatif ; Chevènement, n'est-ce-pas : « La République est une ». Or dans ces coins-là on n'avait pas fait une Ecole différente d'ailleurs.

Cela n'allait pas plus loin que ça. Elle a participé fortement à un conditionnement mais elle n'avait pas une volonté de manipuler, elle n'était pas au service d'intérêts, du moins on ne peut pas le dire des enseignants, ça n'est pas possible, les enseignants souvent étaient eux-mêmes, individuellement, en réaction... Je ne suis pas sans observer que parmi les amis algériens que nous avons certains sont des gens qui utilisent la langue française avec une facilité que beaucoup de gens des nouvelles générations n'ont pas, du point de vue grammaire, syntaxe etc. L'Ecole a apporté à travers la langue une certaine rigueur.

B.Z. Il y aurait beaucoup à dire sur l'Ecole. Je partage ton avis qu'elle n'a pas été manipulatrice pour les raisons que tu viens de dire. C'est vrai qu'il y a cette conception qui prévaut de l'unité de la république, les instituteurs sont porteurs de la défense et illustration de cette unité... Je veux dire un mot parce que c'est une question qui me tient à cœur, j'y ai passé ma vie dans l'Ecole et notamment j'ai été formé là-bas. J'ai souvenir d'un inspecteur de l'éducation nationale, de l'enseignement primaire, qui nous donnait une formation pédagogique spécialisée à l'E.N. d'Oran. C'était quelqu'un de très enflammé, à qui le boulot tenait à cœur, qui avait des compétences et qui avait été bien formé par le système français. Ce type-là faisait ce qu'on appelait à l'époque l'étude de milieu. C'est quelque chose de très intéressant parce que c'est une approche très globale de l'environnement ; on envisage aussi bien les aspects du relief, de la géologie, de l'histoire, de la culture à travers la construction des monuments, de tout ce qui s'inscrit dans le paysage, tout ce qui peut appeler une recherche de la part des élèves, dans les mairies, les archives, les familles... Il nous conseillait vivement cette approche méthodologique, ce travail d'étude du milieu (je ne sais plus s'il utilisait cette expression mais c'est de cela qu'il s'agissait). Il était très attaché à l'Algérie française, d'ailleurs il a rompu avec le Syndicat National des Instituteurs au moment de l'OAS, pour former le syndicat indépendant SIO, très dur, très sectaire. Mais avant cela, quand il nous donnait cette formation, il nous expliquait comment on devait travailler. Ce qui m'a frappé presque tout de suite après c'est que cette méthode était très bonne mais appliquée à l'Algérie, dans son esprit, elle était dévoyée par rapport à l'objectivité. Parce qu'il fallait qu'elle débouche impérativement sur l'illustration des bénéfices que la France avait apportés en Algérie. Donc, tout ce qui pouvait aller à l'encontre de cela, tout ce que toi tu décrivais la dernière fois à propos de ta découverte de l'histoire des grottes, de fait ça ne pouvait qu'être exclu puisque ça allait à l'encontre de cette illustration des bienfaits de la France en Algérie. Et c'était terrible, cette contradiction ; j'en ai pris conscience très vite, dans les deux ans qui ont suivi ou même pas. J'ai eu conscience qu'il y avait une contradiction entre la qualité positive de la méthode proposée, son intérêt objectif et son dévoiement dans la pratique telle qu'il nous la proposait. De fait, lui-même a montré sa contradiction interne en fondant le syndicat indépendant avec d'autres, quelques mois plus tard, et en se lançant dans une aventure terrible négatrice et destructrice des valeurs qu'il avait affichées devant nous. C'est très dramatique, parce qu'en

même temps c'était un type qui, s'il avait vécu en France, aurait été un grand défenseur de l'Ecole publique, un grand laïc et probablement un type de gauche.

M.L. Ce qui fait que le piège était en chacun de nous. Tu te rappelles, dans notre première rencontre je disais que j'avais été choqué par ce que j'apprenais des exactions de l'armée à Sétif, mais c'est vrai que, intimement pour nous la France était généreuse, elle était forcément civilisatrice... C'était presque odieux de citer des bavures, c'était inacceptable. C'est en quelque sorte parce que on ne voulait pas que ça tache. Et si ça avait existé, mon Dieu, autant en parler le moins possible parce que ce n'était pas le principal. C'est malheureux mais on s'explique comment, petit à petit, on jette un voile pudique sur ce qui nous gêne.

B.Z. J'ai d'autres questions mais nous n'aurons pas le temps de les aborder aujourd'hui. J'aimerais revenir à propos de la manipulation sur ce que tu évoquais à propos de l'OAS, de ce que tu as pu constater à cette époque-là à ce sujet, parce que ça me semble être une histoire particulière dans l'histoire, qui était étroitement liée à l'histoire des Pieds-Noirs et de la défaillance de leur conscience.

As-tu su ce qu'il est advenu par la suite de Mahi ?

M.L. Non. Non. Notre départ d'Algérie, sur beaucoup de plans a été une espèce de coupure. Je vais te dire pourquoi, d'ailleurs. (Chronologiquement c'est n'importe quoi ! Mais tant pis) Quand nous sommes venus en France, je suis rentré dans un organisme donnant dans le développement qui avait été fondé par Chataignaud, ancien gouverneur général de l'Algérie, de ceux qui ont certainement eu le plus conscience de la façon dont il fallait orienter l'Algérie. Il n'est pas resté longtemps. Il avait donc lancé un organisme à Paris, qui s'appelait le BDPA, le « Bureau pour le développement de la production agricole », qui, étant donné l'indépendance des pays d'Afrique noire, avait pour vocation de prendre le relais de la France coloniale de manière à utiliser toutes les valeurs qu'on pouvait récupérer chez les ingénieurs de l'agriculture tropicale par exemple, chez les administrateurs de la France d'outre-mer qui étaient des gens de très haute qualité, de manière à pouvoir accompagner le développement et la marche de ces pays dans les premiers pas de leur indépendance. J'y étais entré en disant : « Ce qui m'intéresserait, s'il y avait quelque chose qui se passait en Algérie et étant donné mon expérience, ce serait d'y retourner. » Et on m'a renvoyé en Algérie, dix mois après l'indépendance, à un moment où il y avait l'expérience des comités de gestion qui était en train de se lancer. Comme j'avais l'expérience avec ben Zerga, on m'a proposé d'aller regarder de plus près cette histoire des comités de gestion. Je suis allé notamment dans la bande littorale de Cherchell à Ténès.

Je n'aimerais pas avoir une autre vie que celle que j'ai eue parce que ces circonstances m'ont balancé toujours dans des endroits où il se passait des trucs,

alors c'était intéressant. N'empêche que je suis retourné avec Marie-Jo, on était avec les gosses, la coopération n'était pas celle qu'elle est devenue. Là on avait juste de quoi nous défrayer d'une vie tout à fait simple ; je n'avais pas de sursalaire. Nous sommes retournés à Ben Zerga. Il y avait Boualem, sa mère... Bien sûr, on est tombé dans les bras les uns des autres, on s'est embrassé, on est resté manger avec eux... Mais on n'est plus retourné, on s'est sauvé après, parce que non, il fallait couper, c'était à eux, il ne fallait plus... Je n'allais pas revenir et reprendre mes fonctions. Ce qui fait que, sauf avec un ou deux, on a tiré un trait, en disant : « Nous sommes dans des conditions nouvelles, ce que nous avons à faire est nouveau, nous n'avons pas à utiliser ni à donner une suite à ce que nous avons fait, maintenant essayons de voir comment les choses se passent et comment nous pouvons y travailler maintenant. A tort ou à raison, je n'ai pas cherché à revoir ni Mahi ni les autres, j'ai revu Kaddache par hasard, Mahfoud Kaddache, responsable des scouts musulmans, qui était professeur de géo à l'université d'Alger, voilà...

B.Z. Eh bien ! Nous allons arrêter là aujourd'hui, si tu veux, Michel...

M.L. Ce que nous faisons-là me plaît, ça me plaît. Tu sais, il y a des choses qui remontent au moment où on ne les attend pas... Ces rencontres, en même temps, c'est une thérapie par bien des côtés. Ces jours-ci -pour expliquer à quelle profondeur on tombe- est passé à la télé un film : « La veuve de Saint-Pierre ». C'est un film que je suis incapable de voir, je ne peux pas. Pour moi c'est la suite de moments qui sont terribles. Pendant que je te dis tout ça, à propos de Ben Zerga et tout ça, nous continuions à faire du scoutisme, nous continuions à avoir nos autres activités, nous faisons tout en même temps. Aux scouts européens nous faisons appel aux pompiers pour les cours de secourisme. A ce moment-là, en pleine guerre d'Algérie, on était sûr qu'on avait certains privilèges ; les Algériens, du moment qu'ils étaient Algériens n'avaient pas le droit d'acheter des pataugas, d'acheter certains produits dans les pharmacies, de peur que ça serve à la rébellion, donc il y avait des démarches qu'ils ne faisaient pas et il n'était pas question qu'ils aillent demander aux pompiers de faire des cours pour eux. Alors, je suis aller demander pour eux. Je suis allé voir le responsable des pompiers d'Alger, un peu plus loin. Il s'appelait le commandant Subra et je lui ai dit : « Je ne viens pas vous voir pour nous, nous ça va, on est très content, je viens vous voir pour les scouts musulmans. Ce serait sympa qu'ils aient eux-aussi des cours comme nous. Les scouts sont des gens généreux... » Contrairement à mes craintes, Subra m'a reçu de manière très chaleureuse et m'a dit : « On va mettre ça au point mon ami. » Il m'a expliqué à quel point il avait besoin de gens comme nous pour parler, en me disant : « Vous savez, moi je porte le poids ; ce sont mes hommes qui vont ramasser les gens dans les attentats ce sont mes hommes qui sont toujours aux premières lignes, j'ai besoin de parler et mon statut m'empêche de me découvrir devant n'importe qui. Mais nous sommes bien placés pour savoir que la première bombe a été placée chez les Arabes et que les premières victimes que nous avons relevées, c'est à la Casbah

d'Alger. » C'est vrai, elle avait été placée à la Casbah et il y avait tout un immeuble avec les gens dedans... Il me disait : « Chez les pompiers c'est un drame permanent parce qu'ils sont constamment tiraillés, ils ramassent aussi bien les morts, les exécutés d'un bord que de l'autre. Vous pensez bien que nous avons des drames constamment et nous les vivons. »

Et puis, il y avait un pompier qui s'appelait Farrugia. Il avait été arrêté à la suite d'une collusion plus ou moins avec un groupe FLN de la ville d'Alger, jugé, condamné à mort, parce qu'il fallait absolument qu'on prouve qu'il n'y avait pas que les Arabes qu'on condamnait à mort ; il fallait donc montrer que la justice était impartiale. Subra, je l'ai rencontré après plusieurs fois en ami bien que nous avions une belle différence d'âge. Il aimait que j'aie le voir ; il disait : « Surtout, n'hésitez jamais. » Il m'appelle un soir au téléphone en me disant : « Venez, venez je vous en prie, je ne peux pas passer cette nuit tout seul. » Je suis allé avec lui et il pensait qu'on allait exécuter son gars, Farrugia, le lendemain matin. Le gars a été gracié, ça ne s'est pas fait, mais nous avons vécu une nuit dans la perspective d'une exécution. C'est quelque chose d'insupportable, il ne pouvait pas le supporter tout seul. Pourquoi m'a-t-il appelé ? Peu importe. Nous avons passé jusqu'au couvre-feu. Au moment du couvre-feu, il m'a dit : « Ecoutez (j'avais ma moto) vous avez le temps, rentrez vite chez vous, autrement on est là jusqu'à demain matin. Laissez-moi, ça va, maintenant je pourrai tenir le coup. » Il attendait comme ça, une espèce de prémonition, mais il ne pouvait plus le supporter. Moi, du coup, je ne peux plus, ce n'est pas possible... Ce film dans lequel il y a cet homme et cette femme qui attendent l'exécution du condamné à mort, ils le vivent, l'arrivée de la guillotine... Un homme avec lequel ils ont fini par entretenir d'autres relations d'après ce que j'ai compris, c'est un film que je ne peux pas voir. J'ai l'impression que je ne pourrais pas tenir le coup. Alors, ces entretiens, c'est une thérapie, parce que, pour dire vrai, il n'y a pas tellement longtemps je me réveillais la nuit en pensant à ça. C'est quelque chose qui m'a profondément traumatisé et dont je ne suis pas sûr de m'être complètement remis. D'autant plus que nous connaissions avec Marie-Jo un aumônier des Guides (je l'ai connu par son intermédiaire) ; il s'appelait l'abbé Declercq, le père Jules on disait, et il était le curé de Sainte-Croix. Sainte-Croix était une espèce de petite mosquée qui avait été transformée en église, comme pas mal, juste en face de Barberousse, sur le haut de la Casbah. Et le père Jules, ancien aumônier militaire, était l'aumônier de la prison et il assistait aux exécutions. C'était un homme remarquable, je connais sa bonté qui était phénoménale. Bien sûr les Algériens refusaient sa présence, on le comprend d'ailleurs. Quand Yvetot a été guillotiné, il a assisté, là c'est sûr. On dit « Le bon Dieu... » mais ce père Jules, je voyais bien, c'était en lui tout ça. Une fois je lui ai dit... je ne peux plus...

B.Z. Ne parle pas de ça.

M.L. Tu vois, tu es présent ou tu as l'occasion d'être proche d'événements... Même si Farrugia je ne l'ai jamais rencontré, je ne l'ai jamais connu, je sais que pour Subra c'était un de ses enfants, un de ses pompiers, et Subra je l'aimais bien... Voilà, de manière assez indirecte, dans ces cas-là tu es complètement... Après, tu ne peux plus aborder ces sujets-là comme si c'étaient des sujets de salon.

5 juin 2001

B.Z. J'ai été frappé par l'expression que tu as utilisée dimanche. A propos de nos entretiens, tu as dit : « C'est comme le désert, plus on avance plus l'horizon recule. » Cela m'a amusé comme image, en même temps ça n'a rien d'étonnant, on avance on découvre des cercles adjacents au chemin qu'on entreprend, et dans ces cercles on découvre d'autres espaces et ça n'a pas de fin...

La dernière fois nous nous étions quittés sur : « Et Marie-Jo ? » J'ai cru comprendre qu'elle a joué un rôle dans cette histoire ? Par ailleurs, souvent, à propos des Pieds-Noirs, tu utilises l'expression « petit peuple pied-noir », que tu opposes au grand colonat qui manipulait, qui avait une influence autre, des intérêts ailleurs aussi. Là-dessus j'ai des questions que je me suis souvent posées à moi-même d'ailleurs. Par exemple, cela t'aurait-il choqué d'être appelé « Algérien » à l'époque ? Quelle était la nature des liens qui t'attachaient à l'Algérie en fin de compte ? Comment as-tu pris conscience de ces liens ?

M.L. Oui. De Marie-Jo j'ai tellement de choses extraordinaires à dire d'elle ! On en reparlera...

A propos des Pieds-Noirs du peuple, j'ai une sympathie phénoménale pour les Pieds-Noirs. Malgré mes origines officiellement alsaciennes par le nom, je ne me suis jamais senti autre chose que Pied-Noir ; Algérien oui, on se disait Algériens d'ailleurs, avant. Les Pieds-Noirs se sont dits Algériens avant de vouloir absolument revendiquer une nationalité française qui avait d'ailleurs un sens mal défini pour eux. Mais autrement, oui, on était Algériens, ça n'était pas un problème. Alors, nous on était Algériens mais curieusement les Arabes étaient les Arabes, c'est à dire que les Algériens c'étaient nous, quoi ! A l'époque, on ne se disait pas Pied-Noir. « Pied-Noir » à ma connaissance est d'ailleurs une appellation péjorative qui date de la guerre de 39-45, après le débarquement, c'est la première fois que j'ai entendu cette expression-là. Ce que j'ai retenu c'est que nous appelions ceux de France « les Francaouis ». Il y avait un nom pour tous ! Et pour nous aussi, c'est un militaire qui me l'a dit : « Eh bien, nous, on vous appelle les « Pieds-Noirs ! »

B.Z. Je t'interromps pour te donner une information à ce sujet. Actuellement, l'origine du terme pied-noir est connue. C'est Georges Morin, le président de Coup de Soleil, qui semble l'avoir trouvée ; il s'en explique dans un bouquin

qu'Eric Fottorino a consacré à quelques figures de gens de là-bas. Il avait fait une recherche sur le commerce du vin entre l'Algérie et la France au début du 20^{ème} siècle, après la crise du phylloxéra. Il a trouvé, dans les archives languedociennes sur les importations de vins d'Algérie, des informations concernant un plant de là-bas mais originaire de Californie et produisant un vin très sombre, costaud. D'où l'expression de « pied-noir » qui a glissé pour les Français de la désignation du cépage aux gens d'Algérie qui le cultivaient. Morin assure que c'est là la véritable origine du nom et pour ma part je n'avais jamais entendu jusque là cette explication. Par la suite l'expression est-elle tombée en désuétude ? Personnellement, je ne l'ai pas entendue avant 1953-54, et encore me semble-t-il, elle désignait les Français du Maroc, dans la période qui a précédé son indépendance.

M.L. Je me rappelle très bien du moment où ça s'est passé pour les Français d'Algérie. Ma mère était assez spéciale parce qu'elle pratiquait constamment la maison ouverte chez elle. Je t'ai déjà dit qu'on vivait dans un espace assez restreint mais on s'est trouvé parfois à coucher nombreux ; le record, je crois : quatorze personnes extérieures à la famille, couchées dans deux pièces. C'était admirable, des couvertures, des matelas partout... Elle éprouvait une sorte de joie à ce que la maison soit remplie de gens. Quand il y a eu la coupure avec la France, après le débarquement...

B.Z. Celui de novembre 1942, en Algérie.

M.L. Oui, et il y avait tout un tas de gars sans familles, des Français qui étaient passés par l'Espagne, etc... et qui venaient chez nous. Alors on avait des gars de partout qui rentraient à la maison ; elle était remplie de mecs en uniformes qui venaient passer leur permission ; l'un a eu la jambe coupée en Italie, il est revenu en convalescence chez nous... La maison était une maison du Bon Dieu. Je me rappelle d'un gars qui s'appelait Moruzzi. Un jour, je me foutais de lui, c'était des rapports à la pied-noire, on était toujours en train de se moquer d'eux pour une raison ou pour une autre... Un jour, il m'a dit : « Oh ! Toi écoute, nous les Francaouis tu ne sais pas comment on vous appelle ? On vous appelle les Pieds-Noirs. » Donc, pour moi, c'est daté. Pied-Noir, le mot est rentré à la maison. Au départ, c'était péjoratif et d'ailleurs, les Pieds-Noirs l'ont pris comme ça. Quand j'ai fait mon service militaire, on a eu une fois une manifestation... J'avais devancé l'appel pour aller le plus loin possible, pour découvrir des choses, je n'avais jamais traversé la mer, on n'avait pas les moyens. J'ai demandé à aller le plus loin possible et je suis allé faire mon service militaire en Allemagne. Quelque gars étaient tombés là et un jour il a fallu que le commandant fasse un discours au régiment, en disant : « Ecoutez, ne les appelez pas Pieds-Noirs, ils ont fait la guerre avec nous, ils nous ont libérés... » Ce qui veut dire qu'il y avait eu une réaction du tout petit noyau qui était là contre cette appellation qu'ils trouvaient infamante. Cela se passait en 1948.

De cette communauté je me suis senti toujours très solidaire, toujours de ce côté-là. Avec cette imprégnation d'une population qui était constamment raciste, avec cette forme de racisme qui faisait qu'en Algérie on ne pouvait pas parler de quelqu'un sans le classer. Il fallait qu'il soit, Juif, Espagnol, Italien, Maltais, Corse... Ce qui ne veut pas dire pour autant qu'il était exclu des rencontres. C'était un phénomène généralisé, il était presque impossible de parler de quelqu'un sans dire à quelle collectivité il appartenait. En même temps il y avait une hiérarchie établie, les Maltais étaient plutôt au bas, les Français de France, comme on disait, plutôt en haut... Mais dans les quartiers où tout ça cohabitait, je pense à Bab-el-Oued où j'ai émigré après, dans l'escalier il y avait des gens de partout et une solidarité d'escalier, une solidarité de quartier. J'étais du côté du Majestic, il y avait une solidarité de gens de Nelson (« Nelçon » comme on disait). J'avais des voisins italiens, les fiançailles du fils nous ont fait bien rigoler, ils avaient effectivement la mentalité bien italienne et il fallait que ce soit quelque chose de très démonstratif. Tous ces personnes étaient en train de former les « Pieds-Noirs », les Pieds-Noirs c'étaient ceux-là pour moi, ce n'étaient pas les autres. Ceux-là avaient le dos au mur, pour des raisons différentes la plupart n'avaient plus de contacts, étaient sans famille. Moi, je suis sans famille ; à part le peu de famille qu'on avait en Algérie, je ne me suis jamais connu de famille en France. Un jour, un gars m'a dit : « Tiens puisqu'il paraît que tu as des origines alsaciennes on va aller sur le territoire de tes ancêtres. » On est allé à Lièpvre, où est né mon père. C'est la seule fois de ma vie que je suis allé là-bas. Une fois que j'y suis allé, avec des gens qui buvaient de la bière en hurlant, avec la grosse fête alsacienne et tout le reste, je suis reparti parce que ce n'est pas ma culture ; je préfère moi un couscous avec de la harissa dedans, c'est ça ma culture, c'est pas la choucroute, quoi, ce n'est pas ces grandes fêtes.

J'avais des contacts approfondis avec les gens de mon quartier. Comme toute population ils étaient des fois désespérants d'inculture et d'autres fois surprenants. Leurs cultures se complétaient, se nourrissaient les unes les autres peut-être mais n'arrivaient pas à émerger parce qu'elles ne se connaissaient pas de tronc commun. Par exemple, une saison, à l'opéra d'Alger, les artistes titulaires de l'opéra avaient décidé de faire descendre l'opéra dans la rue. C'était formidable de leur part, parce que l'opéra d'Alger comme tous les opéras du monde était squatté par le beau monde d'Alger, les gens parvenus, alors que l'opéra est italien et qu'on avait une forte communauté italienne. Alors, ils ont décidé d'aller donner l'opéra dans un stade, pas au stade Saint-Eugène, au stade Marcel Cerdan de la Basseta, pas loin de chez moi, au bord de la mer, une espèce de petit stade, un vrai mais qui ne faisait pas partie des deux grands stades d'Alger. Ils avaient monté une scène d'opéra en plein air. Comme ils n'étaient pas fous, ils ont commencé par Carmen, opéra populaire. Le stade était complet et les gens étaient fous de joie. J'ai vu jouer, au stade, la Tosca et la Tosca ça n'est pas ouvert à tout le monde mais tout le monde était heureux d'assister à ça. Puis ils ont donné des ballets, ils ont commencé bien sûr par des ballets simples, Sylvia, Coppelia, qui sont des ballets facilement lisibles n'est-ce pas, ce n'est pas

« La mort du cygne »... On n'a pas besoin d'avoir un interprète pour savoir ce que veulent dire les danseuses. Après les événements sont arrivés malheureusement, cette saison n'a pas eu de suite. Ce peuple avait quelque chose, il y avait une culture, mais cette culture n'avait pas réussi à s'exprimer, elle n'avait pas réussi à exister. Après, on a renvoyé à ce peuple une caricature avec la « Famille Hernandez » et il a fini par se prendre pour la famille Hernandez alors qu'il était tout à fait autre chose. C'est un peuple qui méritait une considération, une estime. Pour moi, le plus grand mal qui a été fait à ce peuple ça a été d'abord « Cagayous », ça a été de renvoyer à ce peuple une image caricaturale qu'il a fini par prendre pour une image vraie. Or il y avait bien plus que ça mais il fallait rentrer en profondeur et non pas le voir de l'extérieur. Geneviève Bailac, elle n'était pas du peuple, avec sa « Famille Hernandez », et l'autre, Musette...

B.Z. Bien avant...

M.L. C'est vrai que pour un gars qui passait du langage de Bab-el-Oued, un langage coloré mais enfin, derrière l'escarbouche, l'insulte, l'insulte joyeuse, c'est à dire cette forme de rencontre qui avait été inventée par cette population, il y avait quand même autre chose.

B.Z. A l'époque de « La famille Hernandez » ou un peu avant, à Oran Gilbert Espinal faisait parler de lui. A Radio-Oran, il faisait passer des chroniques, les histoires de Séraphin. C'étaient des histoires de patio, du petit peuple, ça n'avait rien à voir avec « La famille Hernandez ». C'était très populaire à Oran parce que les gens s'y retrouvaient, ils retrouvaient leur vie quotidienne et toute une sève populaire oranaise qui passait très bien.

Dans ce que tu dis il y a quelque chose d'assez tragique quand tu pars sur la question : « On se disait Algériens avant de revendiquer la nationalité française..., et les Arabes c'étaient les Arabes. » Ce qui est tragique c'est que ce sens que contient la désignation « Algérien », là, n'est pas celui qui émerge pendant la guerre d'indépendance et qui est le sens actuel, qui correspond à une nation. Il y a un passage autour duquel tu es en train de tourner, une rupture qui s'est faite chez ces Pieds-Noirs, qui ont été mal représentés peut-être ?

M.L. Cela pose le problème de toute la pensée qui vient de l'extérieur, qui essaie de se plaquer. Dernièrement, par exemple, je t'avais dit que la J.O.C. avait ses bouquins, ses revues, ses journaux qui venaient de France. Les scouts avaient de même des revues venant de France, qui parlaient par exemple du « froissartage ». Le « froissartage », pour les scouts, c'était sacré, c'était une activité privilégiée, du moins, c'était un dénommé Froissart qui avait inventé ça, la possibilité de faire avec des branches d'arbres des mobiliers de camp, etc. Tu nous vois en Algérie couper des arbres ? Cela aurait été scandaleux ! mais dans l'attirail du scoutisme il y avait la hachette... Alors en Algérie les scouts avaient des

hachettes mais dont ils ne savaient que faire. Les Guides, le mouvement féminin auquel a participé Marie-Jo, sous l'impulsion de filles exceptionnelles, Françoise Becht et Armande Fernandez, une Oranaise, ont tout remis en question et ont réussi à faire un mouvement des Guides d'Algérie, avec quelque chose d'intéressant. A travers ça il y aurait de quoi aborder tout le système de gouvernement des jeunes. Les garçons étaient beaucoup plus pris en main par les structures.

Pour les partis politiques c'est la même chose. La plupart des idées qui venaient étaient plus ou moins des idées importées ne correspondant pas aux structures locales. Les grèves de 36 par exemple, les ouvriers étaient des ouvriers français, les grands mouvements, les meetings, c'étaient des meetings français. Il y a eu là-dedans des visionnaires, bien sûr, mais il y avait chaque fois une décalcomanie. La culture pied-noire n'arrivait pas à se connaître, les Pieds-Noirs n'étaient pas maîtres de leur destinée, ils n'avaient pas l'occasion de se pencher sur ce qu'ils étaient, je crois. J'ai eu l'impression qu'il y a eu constamment, pour la communauté française ou dite française, par l'école, etc, des courants venus de l'extérieur, mais de la communauté elle-même les choses ne surgissaient pas. Quand tu vois que de grands écrivains comme Roblès, Camus... sont allés se faire publier en France, du moins ont été connus par la France. Camus est un écrivain français, pas pied-noir. Enfin pas pied-noir ? Tout le monde dit, « L'étranger », ce soleil, cette lumière, cela il l'a tiré effectivement de l'Algérie mais le roman est universel.

B.Z. A ce sujet, dans la biographie de Camus de Todd, à propos de « La peste », Todd indique comment Camus a créé ses personnages. Au moment où il a travaillé là-dessus, en 1943 il était du côté de Saint-Etienne, et en Haute Loire, où il se sent « étranger » d'ailleurs ; et ce sont des personnes de son entourage là-bas, un médecin par exemple, qui lui servent de modèles pour certains personnages de « La peste », des Français du coin donc et non pas des gens d'Oran qu'il avait pourtant connus, il arrivait d'Oran alors. Cela fait partie de la création littéraire bien sûr, il est évident que « La peste » n'est pas un roman régionaliste.

M.L. Non, et il a manqué -ou je ne m'en rappelle plus ?- les Pieds-Noirs ont manqué de penseurs qui les aident à penser. C'est terrible à voir, les Pieds-Noirs ont une assez haute opinion d'eux, ils ont l'impression qu'ils ont quelque chose à dire, alors ils se rencontrent par exemple dans les cercles algérienistes pour essayer de trouver ce qu'ils ont à dire, mais c'est un peu déjà qu'ils sont sans voix. C'est à dire que chaque fois ils récitent les mêmes slogans, les mêmes justifications comme si ils étaient encore à la recherche d'eux-mêmes, mais avec une difficulté de ne pas pouvoir réfléchir véritablement parce qu'il y a un certain nombre de pistes qui sont refusées d'office.

B.Z. Cela, au moment où tu le dis je le pense en même temps. Nous sommes sur la même interrogation. Est-il possible de penser dans les conditions de la colonisation qui impose effectivement des tabous, des non-dits ? Est-ce que le fait même de penser ne provoque pas, ne crée pas un danger pour le système en place ?

M.L. Ces interrogations..., c'est sûr. Parce qu'on peut se dire : « Comment se fait-il qu'on n'ait pas favorisé cette pensée ? »

B.Z. Il me semble que dans le cadre de la famille, dans le cadre privé –je parle de ma famille- ils ne manquaient pas de jugement, ni d'esprit critique y compris sur la situation de l'Algérie, du pays, mais ce jugement ou ces jugements, cet esprit critique n'avaient pas l'occasion de trouver une audience extérieure, ou de s'exprimer à l'extérieur ou, en tout cas, de trouver du répondant facilement. De même ce besoin de culture qui était exprimé notamment dans certains milieux espagnols. Chez le peuple espagnol on trouve une attraction pour la culture qui vient, je crois, de l'esprit des Lumières du 18^{ème} siècle, qui a profondément fasciné les Espagnols des 19^{ème} et 20^{ème} siècles ; on parle ici d'une société qui était encore largement héritière de la société du 19^{ème} siècle ; chez ceux que j'ai connus dans la région d'Oran, beaucoup manifestaient cette fascination, dans ma famille c'était le cas, alors que c'étaient des gens très frustes, des ouvriers agricoles. Malheureusement, il n'y avait pas de répondant, il y avait cette espèce de défaut d'environnement culturel, de sollicitation... Peut-être quelqu'un comme Emmanuel Roblès a-t-il essayé de s'inspirer de cette sève populaire, dans « Saison violente » par exemple je retrouve exactement ce que j'ai connu ; il est porteur, caractéristique, de l'identité de ce peuple, et aussi les Algériens qu'on y trouve sont vrais, ils existent, contrairement à ce qu'on trouve ou ne trouve pas chez Camus.

M.L. Oui, de toute manière j'ai été un peu rapide avec Emmanuel Roblès. Je pense par exemple aux pages de Jules Roy, qui sont magnifiques, elles ont été écrites après, d'abord il y a eu ses essais d'aviateur ; ses plus belles pages concernant l'Algérie sont venues après, pour moi trop tard. Les Pieds-Noirs étaient une population qu'il fallait regarder de près avec beaucoup de sympathie parce que la plupart manquaient terriblement de vocabulaire, ils étaient un peu désespérants, ils étaient frustes. Etant donné les origines très diverses... Pourquoi le langage pied-noir était-il en train de devenir ce qu'il était ? C'est parce que c'était un peu le plus petit commun dénominateur entre des populations dont pour beaucoup la langue maternelle n'était pas le français. Ils avaient donc un langage usuel et quand ils avaient besoin d'exprimer quelque chose, qui ne soit pas que du matériel, ils inventaient des mots, des expressions, et ils se comprenaient comme ils pouvaient. On vivait tellement dedans qu'on ne s'en apercevait même plus. Au moment du débarquement, je voyais arriver ce flot de gars qui venaient de l'extérieur. Brutalement, on a eu un arrivage, si on peut dire, de Français tout frais qui nous regardaient. Forcément, parce qu'ils

étaient plus nombreux, entre eux ils avaient l'occasion de s'étonner de ces Pieds-Noirs qu'ils rencontraient en face. Ils étaient frappés, si tu te rappelles bien, par la manière dont les gens communiquaient, c'était visible au moins dans ma génération. Le ton comptait plus que le contenu ; tu pouvais aborder un gars en disant : « Putain de toi ! », c'était de la rigolade. Tu pouvais l'aborder avec les mêmes mots, il te cassait la gueule. Je me rappelle à la Territoriale, c'était la frontière de ce monde de Bab-el-Oued, un jour le capitaine vient demander à des copains (on avait changé d'unité) : « ça va dans votre nouveau groupe, là ? ». Il y en a un qui dit : « Ah mon capitaine ! vraiment ça va impeccable, vous savez entre nous il y a une animosité... » Il voulait dire simplement qu'il y avait de l'animation, qu'entre les gens ça allait bien. Après on était un ou deux, on lui a dit : « Tu n'as pas employé le bon mot ! » On a ri, c'est tout, mais on avait compris ; tout le monde avait compris ce qu'il voulait dire, quoi. Les mots avaient moins d'importance que le ton ou même que l'intention. Les intentions se devinaient aux intonations, aux mimes, au faciès, aux gestes... Pourquoi y avaient-ils tant de gestes chez les Pieds-Noirs ? C'est que le geste complétait la parole, ils manquaient de mots. Dieu sait, en ce qui me concerne, ce que mon vocabulaire s'est enrichi depuis que je suis en France. Je pourrais faire une liste des mots que j'ai appris à 30 ans, dont j'ai appris à me servir. J'ai retrouvé un peu la même chose -des problèmes de gens qui sont expatriés, coupés de leurs racines culturelles et linguistiques- le même phénomène au Québec. J'ai envoyé un jour à un Québécois qui avait été élevé par les Jésuites le livre des Jésuites de Lacouture. Six mois après il m'a dit : « Vous savez, j'ai acheté un dictionnaire parce que je n'arrivais pas à lire le livre. » Il était agent d'assurance mais il n'arrivait pas à lire le livre. J'ai ce sentiment, ce n'est pas une certitude, que les Pieds-Noirs valaient beaucoup plus que ce qu'ils ont cru être.

B.Z. Tu as répondu à une partie de la question, je t'ai demandé tout à l'heure si tu aurais été choqué d'être appelé « Algérien » et ce qui ressort c'est, très nettement, cet attachement que tu as toujours à ce petit peuple pied-noir et, au fond, à une culture ou à cette expression qu'ils manifestaient dans la vie quotidienne, par le ton, le rapport entre le ton, les mots, les gestes... Ce qui me frappe chez toi, c'est que tu es vraiment très Pied-Noir, disons les choses comme elles sont, et en même temps très attentif au sort des Algériens. Question : l'Algérie, à ce moment-là, c'est quoi pour toi, telle que tu te la représentais à l'époque, pas maintenant ?

M.L. C'était mon pays.

B.Z. J'aimerais que tu développes quelle représentation tu t'en faisais.

M.L. Tu sais, je ne me suis jamais posé beaucoup de questions, c'était mon pays et puis c'est tout. Quand De Gaulle a fait son célèbre discours sur le référendum et que j'ai vu que De Gaulle envisageait l'indépendance de l'Algérie, un immeuble m'est tombé sur la tête ! Je voulais tout mais ça non, ça c'était une

incompréhension, une injustice, il y avait quelque chose qui ne tournait pas rond. Comment l'indépendance ? L'indépendance qui voulait dire la coupure totale... Les copains qui étaient autour de moi le jour où on était devant la télé (il n'y avait pas beaucoup de télés alors), où on a entendu ce discours, eux n'étaient pas surpris, moi j'étais surpris de les voir si sereins devant un discours pareil, moi j'ai bondi. Je savais, j'étais d'accord, il fallait changer énormément de choses, ça ne pouvait plus être la même chose, tout, mais pas l'indépendance, on ne pouvait pas envisager ça ! C'était impensable.

B.Z. Tu as conscience qu'on met le doigt sur un nœud, là, un nœud de la question des rapports des Pieds-Noirs à l'Algérie, à la France, et tout ce qui s'en est suivi. En même temps, je te suis très bien parce que j'ai le souvenir aussi de ce que j'ai ressenti, de la façon dont j'ai réagi intérieurement non pas au discours de De Gaulle mais quand, dans la même période, je ne saurais pas te dire si c'était en 1960 ou un peu avant, j'ai pris conscience que ma vie ne se ferait pas tout entière en Algérie. C'est plutôt comme cela que ça s'est posé. Et qu'elle se ferait de l'autre côté. Cette notion de côté, de sud et de nord, de façon d'orienter sa vision intérieure de l'espace, quand je pense le monde et ma vie, je la vois soit de haut en bas soit de bas en haut. Jusque là je l'avais vue plutôt de bas en haut et je me suis rendu compte qu'à un certain moment je serais du côté du haut et que je regarderais vers le bas. Il y a eu une espèce de renversement de mon orientation intérieure, c'est à dire de tout ce qui avait fait ma perception pas seulement de l'espace mais une perception de ma vie. Cela a joué pendant des années. A un moment ça s'est installé, et je me suis dit : « Je dois vivre avec maintenant. » mais après pendant des années, ce haut et ce bas, ça a continué à jouer jusque dans mes rêves.

M.L. Oui.

B.Z. Bon, Michel, il nous faut arrêter là pour aujourd'hui, moi je dois aller préparer un gratin de courgettes.

Notes sur le Forum :

GUERRE D'ALGERIE, MEMOIRES ET HISTOIRE

Ce forum a été organisé à l'instigation du Séminaire « racisme, antiracisme », de l'Université Paris 7 Denis Diderot, de l'Institut Charles-André Julien, de l'Institut Europe-Maghreb, de l'Université de Paris 8, du Centre de la Méditerranée de Nice, et de « Hommes et Migrations. »

Il est soutenu par la Ligue des droits de l'homme, par le M.R.A.P., l'Association « 17 octobre 1961 contre l'oubli », l'Association « Mémoire, Vérité, Justice » sur les assassinats politiques en France, par « Au Nom de la Mémoire », et « Coup de soleil ».

Il s'est tenu à Jussieu (Paris 7) durant toute la journée du **21 mars 2001**. Il a bénéficié de la participation de nombreux enseignants, chercheurs, archivistes, journalistes et autres spécialistes de l'histoire du Maghreb. Par leurs travaux et leur action, ils contribuent à ce décryptage de la guerre d'Algérie, devoir impérieux qui s'impose à tous, de part et d'autre de la Méditerranée ; et ce, à l'heure même où des frémissements commencent enfin de rompre ce silence assourdissant qui aura marqué ces 40 dernières années.

Les objectifs et les grandes lignes de recherche et d'interrogation qui ont constitué la trame du forum sont résumés dans la texte ci-après, proposé par les organisateurs de la journée :

La remontée actuelle de la guerre d'Algérie, ce passé qui passe mal, est une réalité très importante. Il ne s'agit pas, en effet, d'un n^{ième} épisode de la guerre des mémoires entre des minorités -pieds noirs, extrême droite, harkis, anticolonialistes... - sur fond d'un malaise de la société française, en particulier des acteurs du contingent, et de silence de la classe politique.

Quarante ans après, malgré ses réticences, cette dernière a enfin reconnu la réalité de la guerre d'Algérie par un vote quasi unanime de la Chambre des Députés. De même le massacre d'octobre 1961 et la torture ne peuvent plus aujourd'hui être traités par l'occultation.

Mais la nouveauté essentielle tient au besoin de clarifier ce passé dans la société française. Ce besoin pose une série de questions:

- Comment expliquer les variations des phénomènes de mémoire? Quelle relation entre eux et l'histoire?
- Quels problèmes scientifiques, épistémologiques et déontologiques pose la recherche de la vérité?
- Quelles relations établir entre historiens algériens et historiens français pour contribuer à l'établissement d'un consensus (sans, bien sûr, rechercher le plus petit commun dénominateur)?
- Comment l'enseignement peut-il contribuer à une prise en charge de ce passé?

Dans une telle situation, les historiens ont des responsabilités particulières: proposer un consensus minimum en établissant les faits avec rigueur, assumer leur fonction sociale d'éducation en éclairant les rapports entre présent et passé.

Le Forum s'assigne des objectifs précis:

- Contribuer à une réforme de la loi de 1979 sur les archives afin de rendre possible, dans des conditions normales, la recherche de la vérité sur l'Algérie

comme sur les autres problèmes historiques.

- œuvrer à l'intégration dans la formation des maîtres , dans les programmes scolaires, et dans la culture , de l'histoire de la colonisation , de celle de l'immigration et à la connaissance des sociétés des tiers mondes.

-Participer au développement des échanges scientifiques avec les historiens algériens et, plus généralement, ceux des autres sociétés hier colonisées.

Ce forum est une première étape. La prochaine est une rencontre avec les historiens algériens qui se tiendra en octobre prochain.

Les travaux du forum seront publiés.

Au cours de la matinée **deux thèmes** ont été successivement abordés :
« *Responsabilités des historiens* » puis « *Secrets d'Etat et Archives* ».



Responsabilités des historiens

Sur ce premier point , introduit par **Annie Rey-Golzeiguer**, sont intervenus successivement André Nouschi et Claude Liauzu.

Ces deux historiens, à la fois « pieds-noirs », militants de gauche et historiens-chercheurs ont fait part de l'expérience qui leur est propre : le dévoilement de l'histoire, fruit de leurs recherches loin apporte du sens à leur action militante .

André Nouschi a évoqué les difficultés de l'accès aux sources, (archives), surtout lorsqu'on aborde des sujets qui viennent contredire la thèse officielle de la colonisation « porteuse de mieux-être pour les populations autochtones » ; sa recherche sur la misère des sociétés paysannes du Constantinois, (qu'il intitula pudiquement sur les conseils du géographe Jean Dresch : Etude sur les niveaux de vie pour éviter que les sources d'archives ne lui soient interdites) lui a permis de mesurer l'ampleur de cette misère, sur les longues périodes étudiées. Parlant à un autre moment du sombre épisode de la conquête de 1830 et des « enfumades », André Nouschi a évoqué les dizaines d' « Oradour sur Glane » qui furent alors perpétrés dans le cadre de la « pacification ».

Claude Liauzu a rappelé comment s'est mise en place, après les Accords d'Evian, une orchestration du silence , la fermeture de « la boîte à chagrin »(Lois d'amnistie....). Il a relié cette amnésie d'Etat à l'étrange silence qu'on observe dans l'histoire officielle de la France sur l'histoire de l'immigration , dont on mésestime systématiquement l'importance.

Sur le mouvement récent qui a permis qu'on ose enfin parler à nouveau de la torture pendant la guerre d'Algérie, (cf. le Monde⁽¹⁾ et l'Appel des douze⁽²⁾), Anne Rey Goldzeiguer s'interroge sur la portée de l'événement : la dénonciation ne s'est-elle pas surtout faite sur le plan moral ? Est-on vraiment passé au plan de l'analyse politique, qui permettrait, selon elle, de **recadrer la torture au cœur du système colonial**. (« Rideau de fumée » a-t-elle même dit , pour la dénonciation et les actes de repentance dont le Monde notamment s'est fait l'écho).

(1) Le Monde du 20-06-2000 : Témoignage de Louise Ighilariz recueilli par Florence Beaugé.

(2) L'Humanité du 31-10-2000 (Charles Sylvestre). Manifeste signé de douze intellectuels (P. Vidal-Naquet, H. Alleg, G. Tillon, L. Schwartz, N. Favrelière...) qui appelle le Président de la République et le Premier Ministre à reconnaître et à condamner publiquement le caractère systématique de la torture pendant la guerre d'Algérie.

Le manifeste des douze est à l'origine des sept cent signatures – dont beaucoup d'anciens appelés du contingent - lesquels ont également suscité des centaines de témoignages.

Secrets d'état et archives

Intervention de Sonia Combe et témoignage de Brigitte Lainé.

- **Sonia Combe** fait le point sur la situation actuelle du mode d'accès aux archives, telle qu'elle résulte de la loi de 1979 dite «loi Jean Favier». Cette loi, en effet, dont la révision est à l'ordre du jour, maintient pendant de trop longues périodes l'interdiction d'accès aux archives :

- 60 ans pour les archives concernant la "sécurité de l'Etat".
jusqu'à 150 ans quand elles concernent la vie privée.

- 120 ans pour les dossiers relatifs aux affaires publiques où sont impliqués des personnels de l'Etat (cf. les difficultés d'accès aux archives qui permettaient d'éclairer le rôle et la responsabilité de M.Papon, alors préfet de police de Paris dans le massacre d'octobre 1961).

En outre, l'évolution récente dans nombre de pays démocratiques (U.S.A.: accès aux archives par le citoyen après 30 ans) rend encore plus insupportable la situation **en France** laquelle continue de favoriser le **secret comme mode de gouvernement**.

Le système actuel, dénoncé par les historiens soucieux de pouvoir faire leur métier de chercheur, comporte un pis aller : la possibilité d'accéder à des archives sensibles après instruction des demandes de **dérogations**, lesquelles devront recueillir l'adhésion du service qui est à l'origine du dépôt des archives concernées!! C'est ainsi que **pour étudier l'attitude des fonctionnaires de police le 17 octobre 1961, c'est la préfecture de police de Paris qui devra donner son accord !!**

Dans les faits, ce sont surtout les historiens de renom, "académiques" qui bénéficieront de ces dérogations.

Sonia Combe ainsi que les autres intervenants au colloque ont dénoncé cette pratique qui risque de favoriser une lecture "officielle" de l'histoire.

Le régime de la dérogation est à proscrire comme le montre *le rapport Brebant* publié à la Documentation Française. Il convient donc de changer la situation actuelle, non plus par le biais de la réforme de la loi de 1979, initialement prévue, mais par un aménagement de celle-ci dans le cadre plus général de l'organisation de la société de l'information.

- **Brigitte Lainé** rend compte de son intervention, en tant qu'archiviste, au procès en diffamation que Maurice Papon avait intenté contre Jean Luc Einaudi. A ce procès, B.Lainé a témoigné de l'existence et du contenu des documents d'archives, documents qui authentifiaient la thèse soutenue par J.L.Einaudi. Brigitte Lainé, tout comme Sonia Combe seront "mises au placard" pour avoir, disent leurs supérieurs, manqué à "leur devoir de réserve."

Recherche de la vérité et guerres des mémoires

La première table ronde de l'après – midi est présidée par **André Mandouze**.

Dans son introduction véhémement et chaleureuse le professeur Mandouze annonce la tenue prochaine d'un colloque international, qui, depuis a eu lieu en Algérie, concernant Augustin «l'africain». Il dénonce la mystification

aujourd'hui entretenue par certains et qui tend à faire commencer l'histoire des pays du Maghreb à l'avènement de la civilisation arabo-islamique amputant ainsi ces pays de leurs racines anté-islamiques.

C'est un retour de vérité et de mémoire que de rendre à son pays , « l'algérien » qu'était Augustin.

- **Jean Luc Einaudi** expose le long travail qui a été le sien, pour que le 17 octobre 1961 sorte de l'occultation organisée depuis 40 ans , occultation qui a conduit à un véritable « mensonge d'Etat ».

Le 17 octobre 61, dit-il, a été précédé de plusieurs semaines de chasses à l'homme ,de « ratonnades », qui ont fait de nombreuses victimes . Au lendemain de ces événements, les dénonciations survenues (cf. Paulette Peju : Ratonnades à Paris chez Maspero) ont été étouffées par la censure.

Jean Luc Einaudi rappelle que les archives de la préfecture de Police de Paris sont exclues du recensement des archives publiques contenu dans la loi de 1979 et que , de ce fait , leur accès à titre dérogatoire, relève du plus pur arbitraire. Son enquête en fut d'autant plus difficile . 40 ans après, elle permet enfin d'établir avec précision les faits, les lieux, la couverture des coupables par les officiels et notamment par le préfet Papon.

La presse, au lendemain du massacre, parlera de deux morts et, longtemps, la mémoire collective de la gauche française confondra l'événement avec le drame de Charonne.

- **Claire Mauss-Copeau**, photographe anthropologue a réalisé un travail documentaire sur : « la mémoire des Appelés ». Dans le cadre de son intervention au forum, elle analyse sur un plan sémiologique le mode de fabrication des « héros » à la lumière d'un examen des archives photographiques du service officiel des armées.

Les photos montrent toujours un groupe « en action », dynamique, à l'assaut du djebel. Les photos sont cadrées de manière à ne pas montrer l'appui logistique dont disposait l'armée française (blindés, hélicoptères,...). On veut accréditer l'image de combattants valeureux, luttant à « armes égales » ; de la figure de proue du « chef » qui mène en première ligne son groupe au combat .

Enseigner la guerre d'Algérie

La deuxième table ronde de l'après-midi est consacrée à l'enseignement de la guerre d'Algérie.

- **Hubert Tison** de l'association des professeurs d'histoire et géographie a évoqué la difficulté propre à cette page récente de notre histoire. Il convient en effet pour les enseignants concernés en classe de troisième et de terminales de pouvoir délivrer un enseignement permettant à chacun (fils d'immigrés, de pieds-noirs, de harkis, d'anciens appelés...) de se réapproprier ce passé et de forger une mémoire collective dans le respect de la science historique.

- **Françoise Lantheaume**, chercheur et spécialiste de cette période a fait un exposé très intéressant mais difficile à restituer car elle a lu son texte (lequel paraîtra dans les Actes du forum).

Pour ce qu'on en a retenu, elle est partie du double objectif de l'enseignement de

l'Histoire :

- Formation à l'esprit critique.
- Education à la citoyenneté, pour souligner la difficulté de la tâche des enseignants.

En effet, on ne peut plus désormais véhiculer, même de façon implicite, l'image d'une action coloniale porteuse de « civilisation supérieure » de « progrès » matériel et social continu, alors que la réalité, pour l'Algérie par exemple, est que cette histoire coloniale a été jalonnée de soulèvements populaires durement réprimés, d'une paupérisation croissante de nombreuses régions du pays et que 1954 ne fut pas « un coup de tonnerre dans un ciel serein ».

On ne peut pas expliquer et replacer la guerre d'Algérie dans le mouvement général de décolonisation, si l'on n'a pas, au préalable, révisé ces préjugés tenaces sur « l'action globalement bienfaitrice de la colonisation ».

Retenons du débat fort riche avec la salle en fin d'après-midi, une intervention sur la carence actuelle d'une véritable histoire des pieds-noirs dans sa complexité, histoire qui reste à écrire.

Postface

En écho à ce forum, il convient de citer un article intitulé : « **Les historiens et la guerre d'Algérie** » paru dans **Le Monde** du 10-11 juin 2001 article signé de Claude Liauzu, André Mandouze, André Nouchi, Annie Rey-Golzeiger, auxquels se sont joints : P. Vidal-Naquet et Aïssa Kadri, sociologue à Paris VIII.

Face au Premier Ministre qui, à plusieurs reprises a esquivé les responsabilités du gouvernement en appelant au travail des historiens pour rendre justice des actes de torture, les signataires rappellent que leur métier n'est pas de juger mais de comprendre et d'expliquer les faits qu'ils rapportent.

L'article dénonce la situation résultant de la réglementation actuelle de l'accès aux archives (cf. supra) ; ce verrouillage des archives faisant ressembler toute recherche historique sur l'Algérie à une course d'obstacles. Il fustige l'attitude scandaleuse de la majorité de la communauté universitaire française. Elle qui conduit à étouffer les vocations des jeunes historiens désireux de travailler sur l'histoire du Maghreb, de la colonisation et de la décolonisation. On leur refuse, en effet, de se faire une place en faisant systématiquement obstacle à leur candidature à des postes d'enseignants. C'est ainsi que Djemila Amrane, Minne, Claire Moss-Copeaux, Sylvie Thénault, Raphaëlle Branche, quatre jeunes talents que l'université – reflet de la société française actuelle – n'accueille pas parce que les sujets qu'elles abordent dans leurs thèses dérangent, qu'ils sont trop « brûlants ».

Cri d'alarme jeté pour que l'on sorte enfin de cette loi du silence sur l'histoire de la colonisation et de la décolonisation, de ce mensonge d'Etat qui, aujourd'hui, bloque toute perspective d'avenir et que ce travail de dévoilement de la vérité historique permette enfin, sur des bases claires, de renouer le dialogue.

E. et L. C-B.

GUERRE D'ALGERIE : TEMOIGNAGE

La guerre d'Algérie a duré de 1954 à 1962. J'avais 14 ans passés quand elle a commencé et 22 ans à sa fin. Elle me poursuit sans cesse dans mes souvenirs comme une des périodes les plus fécondes pour ma formation d'homme et comme la plus dure à vivre. Aujourd'hui, en 2001, les faits se sont éloignés dans le temps mais ils rattrapent ceux qui ont voulu les fuir, notamment les responsables politiques et militaires des atrocités commises au cours de cette « sale guerre ». Ce n'est pas de façon indifférente que j'inscris en premier les politiques, ceux qui ont détenu le pouvoir dans ces années-là : ils avaient en charge le destin de la France et son honneur, ils savaient ce qui se faisait en Algérie, ils couvraient les crimes, ils travestissaient la réalité. Près de 40 ans après la fin de cette guerre, la question de crimes contre l'humanité occupe le devant de la scène ; elle est posée pour la première fois dans des termes aussi nets, des plaintes en ce sens sont déposées ici et là-bas. Pour moi comme pour beaucoup de Français et d'Algériens, ce qui est étonnant c'est que l'on semble découvrir l'ampleur et la nature de ces faits (on peut lire à ce sujet « Les crimes de l'armée française » de Vidal-Naquet, Ed. La Découverte). Qu'il s'agisse bien de crimes contre l'humanité ne fait pas de doute à mes yeux, même si au regard des précédents procès qui se sont tenus depuis la 2^{ème} guerre mondiale à ce titre, celui ou ceux auxquels pourrait donner lieu une telle procédure seraient inédits dans un pays « démocratique », ne serait-ce que parce qu'ils toucheraient à un conflit de décolonisation. Et pour ne rien dire des difficultés procéduraires annoncées.

Ma mémoire des « événements » est toujours bien là mais il me semble utile de mettre par écrit mes souvenirs, en me donnant pour objectif de ne retenir que ce qui a trait aux actes de violences dont j'ai été le témoin direct ou dont j'ai eu connaissance par des proches qui eux-mêmes en avaient été les témoins directs. Ces faits ne relèvent pas tous de la qualification de crimes contre l'humanité, d'après ce que j'en sais, mais pour n'en être pas un crime de guerre en interpelle-t-il moins notre conscience ? Dans cette affaire, selon moi, la question de la conscience vient en premier.

Bien sûr, ceux d'en face ont aussi leur propre travail de mémoire à faire mais c'est en tant que citoyen français que je me situe. C'est en tant que tel qu'il m'importe que dans mon pays nous regardions notre histoire avec lucidité et sincérité, que nous rendions collectivement justice à ceux qui ont souffert du fait de la politique de la France, Français et Algériens, sans nous couvrir inutilement de cendres mais sans fuir non plus ce qui fait mal. Ce me semble être une condition essentielle pour trouver enfin la paix, d'abord avec nous-mêmes ; il le faut aussi pour laisser à nos enfants et ceux de l'autre côté un terrain exempt de reproches, de ressentiments et de deuils impossibles. Je parle de ce à quoi j'ai été mêlé malgré moi, dont j'ai personnellement souffert, mais je n'oublie pas pour autant qu'il y eut d'autres guerres coloniales.

Premier souvenir, assez imprécis : les obsèques de conscrits oranais tombés dans une embuscade (?), en 1955 (?). Avec d'autres lycéens j'ai séché des cours et participé au cortège funèbre qui a traversé la ville jusqu'au cimetière

Tamazaouët. Là, des personnes se sont adressées aux soldats qui encadraient la foule. Une femme en pleine hystérie criait : « Donnez-nous des armes ! ».

Ecole Normale d'Oran. En 1959 (?), un copain de la promotion suivant la mienne, Alain (?) A. (son cousin Serge était dans ma promotion) a été tué par un éclat de grenade lancée par un terroriste sur le marché de Perrégaux (Mohammedia). Il devait avoir 17 ou 18 ans. Ce fut un choc pour les Normaliens, mais je n'ai pas souvenir d'avoir entendu de mes camarades tenir des propos contre les Algériens à cette occasion.

1956-1957. Comme beaucoup de Normaliens je suivis une formation militaire préparatoire à l'école des officiers de Cherchell. C'était la Préparation militaire élémentaire (un an) suivie de la Préparation militaire supérieure (deux ans). La formation était assurée par des officiers et sous-officiers instructeurs, au camp Saint-Philippe, à Oran. J'en ai connu au moins deux qui m'ont laissé le souvenir d'hommes loyaux vis-à-vis de la République, et humains. J'y fus très sensible au moment du soulèvement des généraux ; c'est à des soldats comme ceux-là que le pays doit de n'avoir pas basculé dans le fascisme à ce moment-là. D'autre part il arrivait qu'on croisât dans le camp des bonshommes des U.T. (Unités territoriales). Ils jouaient les gros-bras en racontant devant nous leurs « exploits » ; c'étaient des hommes frustes qui se vantaient de brutalités gratuites contre des populations des faubourgs algériens d'Oran, au cours d'opérations « de maintien de l'ordre » dans lesquelles on leur confiait quelque rôle subalterne. J'étais encore très attaché à l'Algérie française mais ces violences et ce cynisme me révoltaient. Cependant, je n'étais qu'un gamin de 17 ans et je me taisais.

1958. Lorsque je suis arrivé à l'Ecole Normale d'Alger-Bouzaréah, l'atmosphère était très tendue du fait d'un attentat l'année précédente (mitrillage de Normaliens devant l'Ecole) ; il y avait eu plusieurs victimes. Les Normaliens algérois, européens, exprimaient sans aucune retenue des propos racistes contre les Algériens. Leurs histoires contribuèrent à me faire voir autrement la réalité de ces « événements » d'Algérie comme on disait.

Cette même année, à Alger, j'eus des échos dans ma famille de ce qui se passait dans le bled. Deux de mes cousins appartenaient à la gendarmerie mobile et participaient à des opérations de combat. L'un d'eux raconta, au cours d'un repas, comment il s'était trouvé face à face avec un fellagha, comment ils s'étaient regardés aussi surpris l'un que l'autre, et comment il devait d'avoir survécu au fait qu'il avait tiré le premier. Ce que je supportais mal (de plus en plus mal) étaient les discours racistes et injurieux à l'encontre des Algériens en général. La pression était très forte dans le milieu familial algérois, je me sentais complètement isolé et je souffrais de me taire en écoutant ces propos. En fin de compte, j'évitai les réunions dominicales autant que je pouvais. Un jour, mon oncle m'apprit qu'on avait trouvé le matin le cadavre d'un Arabe entre deux voitures, en bas de l'immeuble. Cela faisait comme partie du paysage.

Oran, 1959-1960. Ma dernière année dans le cadre de l'Ecole normale. A l'automne, il y eut un mot d'ordre de grève générale des Européens lancé par

les « Ultras » (bientôt l'OAS). L'école normale fut envahie par une bande d'excités qui nous firent un discours violent pour nous faire sortir et manifester. Un tiers environ des Normaliens suivirent, le prof de pédagogie et les autres ne bougèrent pas et notre cours se poursuivit. Nous nous préparions mentalement à être nommés dans une école du bled, à la rentrée suivante. Nos échanges portaient souvent sur des informations à ce sujet : quelle était la situation rencontrée sur le terrain par les nouveaux maîtres de la promo précédente (le nombre d'élèves était considérable, jusqu'à 60 par classe) ? Qu'est-ce que nous pouvions bien espérer en terme d'éloignement de chez nous ? Etc. Dans les écoles d'application d'Oran, nous avions en face de nous des enfants européens ou algériens, selon les écoles ; certains maîtres d'application étaient algériens (j'en eus un à Médioni, en compagnie de T., un élève-maître algérien). Jamais je n'ai entendu un des élèves-maîtres de l'école normale rechigner à l'idée d'aller instruire de petits Algériens, encore moins refuser un poste du bled.

1960-1961. Nommé à l'école de garçons de Kristel (commune de Saint-Cloud, aujourd'hui Gdyel). Le village algérien de la commune comptait environ 1500 habitants, dont 4 ou 5 Européens, plus les instituteurs. Là débuta véritablement ma connaissance de la guerre vue du côté du bled et des Algériens. Les premiers mois, jusqu'au printemps 61, je n'eus presque aucun contact avec des adultes algériens du lieu. C'était un peu le prolongement de ma vie oranaise, avec une résidence sur place en plus. Le village était dans un cul-de-sac, entre le djebel et la mer ; une route vers Oran, très accidentée, et une autre vers le chef-lieu de la commune, à travers une zone de parcours et de broussailles essentiellement. Le directeur et sa femme, avec leurs deux enfants, résidaient dans un logement de fonction à l'école. C'était un homme du Sud-Ouest, très jovial, qui s'était marié avec une jolie juive d'Oranie après y avoir accompli son service militaire. Il était resté en Algérie pour enseigner. Durant les récréations nous discutions ; dans ces occasions il racontait ses faits d'armes, sans se vanter mais sans grand recul non plus. Il évoquait comme une chose « normale » « les corvées de bois » dans le coin, pas très loin d'Oran, où était son unité. Pour la première fois j'entendis là prononcer cette expression et compris ce que ça voulait dire ; après les exécutions on cherchait à faire disparaître les types en les jetant dans des puits... A côté de ça il manifestait le plus grand souci de bien gérer son école, de faire progresser ses élèves aussi bien qu'il l'aurait fait dans une école du Périgord, et il connaissait très bien également les familles de ses élèves. Les gens du village lui témoignaient du respect et c'était partagé. Il me parla, plusieurs mois avant que je ne le rencontre, d'un instituteur algérien du village, A.K., comme d'un type exceptionnel. A.K. était en congé de maladie de longue durée. Il devait devenir un ami, un peu plus tard, lorsque nous fîmes connaissance.

En attendant, à l'automne 1960 je m'étais inscrit au Syndicat National des Instituteurs (le SNI) et j'allais une ou deux fois à des réunions à Oran. Pas plus parce que ces réunions étaient semi-clandestines et que bientôt, en 1961, avec la scission syndicale, la constitution de syndicats indépendants pro-Algérie française (S.I.O. à Oran), la délation et les menaces contre ceux qui étaient restés fidèles au SNI, les réunions devinrent dangereuses. J'allais de moins en moins souvent à Oran d'ailleurs, surtout à partir de la rentrée 1961.

Un soir du début 61, je constatai en contemplant la vie paisible du village à cette heure vespérale que jamais je ne pourrai accepter de tirer sur ces gens si j'étais appelé à l'armée. Je le dis à peu près dans ces termes, si j'ai bonne mémoire, à Hélène qui était à mes côtés.

Cette année-là, mon père fut victime d'un grave accident du travail en dégageant un train qui avait sauté sur une mine quelque part dans la région entre Tlemcen et Béni-Saf. J'appris la chose par les collègues qui venaient chaque jour d'Oran et qui l'avaient lu dans l'Echo d'Oran.

La situation se durcit à compter de l'automne 1961. L'OAS constituée commença sa politique de terreur contre les Algériens mais aussi contre ceux des Européens qui refusaient de suivre ses consignes et actions. A partir de là mes déplacements à Oran se raréfièrent encore plus. Je m'étais marié à Hélène, au printemps précédent, nous avons un bébé. Nous choisîmes de résider au village. Entre temps, nous nous étions liés d'amitié avec A.K., qui avait repris son service. Par lui nous eûmes une information nouvelle et une vision en profondeur des gens du village, de leur histoire, de la guerre.

Depuis 1960-61, il est vrai, ma position par rapport à la guerre d'Algérie s'était précisée et affermie. Je reçus un certain temps l'Express auquel m'avait abonné, depuis la France, R.P., un ami normalien qui poursuivait ses études là-bas. Le journal, souvent saisi ou censuré, arrivait chez mes parents par la poste, sous enveloppe anonyme, mais c'était tout de même jouer avec le feu. Lorsqu'il y avait censure, la direction faisait parvenir aux abonnés les textes victimes des censeurs, si bien que j'apprenais beaucoup de choses sur cette guerre, des informations et des analyses que mes concitoyens d'Oran ne pouvaient avoir et, je pense, qui leur manquaient, qui leur avaient toujours manqué. En 1962, par la force des choses je ne renouvelai pas mon abonnement, mais à ce moment-là j'en savais déjà suffisamment sur le caractère de cette guerre.

Le frère d'Hélène, instituteur dans l'Ouarsenis, horrifié par la torture et l'exécution d'un ami algérien, instit comme lui dans le même coin, était passé dans le maquis de l'ALN et sa famille n'avait aucune nouvelle de lui. Hélène était profondément marquée par ce fait, elle aimait particulièrement ce grand-frère. Dans la famille, on évitait de parler de la chose, d'autant que les positions des uns et des autres n'étaient pas du même bord exactement, mais tous partageaient une angoisse sourde. Périodiquement, les gendarmes débarquaient à la maison, pensant tirer des vers du nez de la mère, mais la pauvre femme ne pouvait rien dire puisqu'elle ne savait pas où était son fils.

Le cessez-le-feu du 19 mars ouvrit une ère de violences accrues doublées d'une incertitude d'autant plus grande que la paix tant espérée pouvait apparaître comme à portée de main. En fait, les choses devinrent horribles. Pour les gens de Kristel, il n'était plus question de se rendre à Oran qui était pourtant leur débouché économique. J'eus les plus grandes peines du monde à persuader à une famille d'y faire hospitaliser un enfant (de mes élèves) qui risquait une gangrène. Il fut sans doute le dernier du village à s'y faire opérer avant l'indépendance.

Au village nous étions dans une situation d'abri relatif, puisque nous avons choisi notre camp. Le fait n'avait pas échappé à l'OAS. D'une part, au début, nous reçûmes la visite « désintéressée » de curieux « agents d'assurance » nous conseillant vivement de nous replier sur Oran, d'autre part l'organisation de l'OAS dans mon quartier fit savoir à mes parents que puisque j'étais resté avec les « bicots » cela signifiait que j'étais avec eux et donc je serais tué si je remettais les pieds dans le quartier. Quelque temps après, lorsque l'OAS prétendit recenser tous les jeunes gens en vue d'un enrôlement éventuel dans ses unités paramilitaires, mes parents expédièrent mon frère à Kristel, en l'y espérant en sécurité avec nous.

L'OAS tuait sans état d'âme les Européens qui lui désobéissaient : commerçants refusant « l'impôt révolutionnaire », industriels continuant de vendre des produits aux Algériens, instituteurs demeurés dans le bled (l'un fut assassiné dans sa classe dans le douar le plus proche de Kristel, en allant sur Oran). Bien sûr, à partir de février-mars, les collègues d'Oran ne vinrent plus et les classes vaquèrent de fait. Nous avons tout le temps de commenter les événements. J'apprenais beaucoup sur ce qui s'était passé au village depuis le début de la guerre. Jamais il n'y eut un attentat mais de nombreux hommes de Kristel furent arrêtés pour collecte de fonds au profit du FLN, sur une dénonciation. Il y eut torture et pour finir exécutions en place publique. A.K me rapporta cette histoire ; je ne sais combien d'hommes furent ainsi tués devant les villageois, 40 d'après mes souvenirs de ma discussion avec A.K, mais un ami commun du village me donna le chiffre d'une vingtaine, beaucoup plus tard. Il est sûr qu'il y eut des victimes nombreuses dans des conditions qui avaient traumatisé les villageois.

Les harkis du village étaient regroupés et assez coupés du reste de la population ; leur chef était un gars assez haut en couleur. Autant que je sache, il n'y eut pas là d'exactions contre eux à l'indépendance mais je ne sais pas ce qu'ils devinrent à l'exception du chef justement qui se retrouva du côté de Toulouse.

Lorsque l'OAS resserra le blocus contre les centres algériens, la vie devint plus difficile pour les paysans et leurs familles. Il leur manquait un certain nombre de produits essentiels (semences agricoles, levain...). Il arrivait des réfugiés d'Oran, mais aussi des victimes d'agressions des commandos de l'OAS ou des bandes de jeunes Pieds-Noirs qui étaient souvent comme les véritables maîtres de la situation des quartiers, en ville. Je me souviens d'un homme qui avait été lardé de coups de couteaux et qui en avait par miracle réchappé. Pendant des mois il allait lentement dans les rues du village, récupérant avec peine.

J'appris je ne sais plus comment l'assassinat par le FLN d'un clochard qui était une figure dans la ville d'Oran. Il eût droit à une allocution funèbre d'un curé, citée dans l'Echo d'Oran. On l'appelait « Camembert ». J'avais souvenir de l'avoir entendu, quelques années avant, s'en prendre verbalement à un petit marchand algérien passant dans ma rue avec son âne. Avec le style emphatique qui l'avait rendu célèbre, il s'exclama : « Je vois un Arabe et un bourricot !

Lequel des deux est le plus bourricot ? » Est-ce cela qui lui valut d'être abattu ?

Depuis Kristel, certaines nuits, nous observions les éclairages des balles traçantes sur Oran où les forces de l'OAS lançaient des assauts contre les points tenus par l'armée française. J'ai connu quelqu'un qui s'y était trouvé comme soldat ; il en était revenu définitivement traumatisé. Dans la journée, il arrivait que des colonnes motorisées de gendarmes traversassent la ville en tirant en continu contre les façades des immeubles européens. Les gens étaient terrorisés.

En fait, si la situation apparaissait insupportable, ce n'était pas tant à cause d'une crainte de mourir –dans ce genre de situation de lutte on ne pense pas constamment à la mort possible, heureusement- mais à cause du sentiment d'absurdité qui se dégageait de ces atrocités et exactions sans fin, quotidiennement. Où cela menait-il ? Dans ces jours terribles, A.K. a écrit un poème où il dénonce « l'imbécile humanité ».

Je pense aujourd'hui que nous avons vécu ce que de très nombreuses autres populations ont vécu au cours de ce 20^{ème} siècle sanglant, à travers le monde. Il n'y avait pas de fatalité à cela et j'aurais tendance à incriminer d'abord la responsabilité de nos dirigeants politiques. Mais au-delà des responsabilités d'un tel chef de gouvernement ou ministre ou d'un tel officier, au-delà des responsabilités du système dans son ensemble, je perçois une responsabilité plus diffuse et plus essentielle : celle de chacun vis-à-vis de sa conscience et de celle de l'autre. Les choses ont-elles changé ? Ce qui fait toujours défaut aujourd'hui, je le crains, c'est le respect absolu de la conscience de l'autre et le respect non moins absolu de son intégrité physique. « Respect absolu » signifie refus total de toute forme de violence dans les rapports humains, et en premier dénonciation de la violence institutionnalisée. Cela signifie un effort permanent d'éducation familiale et sociale fondée sur ces valeurs. Peu importe que ces valeurs se fondent elles-mêmes sur un sentiment religieux ou non, elles sont sacrées pour tous. Aujourd'hui, l'intérêt d'un procès pour crime contre l'humanité à propos de la guerre d'Algérie ne serait pas tant de punir – beaucoup des responsables de cette tragédie sont déjà devant un autre juge- mais de rappeler fortement ces devoirs à chacun.

B.Z. mai 2001

Journée du Maghreb 10 juin 2001 à l'Écomusée de Savigny le Temple

Organisée par l'association Regards sur le Monde

L'association Regards sur le Monde a pour objet de faire se rencontrer et connaître toutes les cultures représentées à Savigny le Temple et dans les communes environnantes.

Savigny le Temple est remarquable pour sa politique culturelle dynamique. Étroitement associée à Moissy Cramayel et Combs la Ville avec lesquelles elle coordonne ses programmes, elle se préoccupe de ne pas laisser la culture aux futures structures commerciales du Carré de Sénart en cours de construction. Son maire est très présent aux initiatives prises en ce sens.

La fête du 10 juin était une occasion de présentation des cultures maghrébines : stands d'associations et d'exposition d'objets, danses, chants, cuisine, musée présentant des costumes, bijoux, photos... L'inauguration de la journée a été faite en commun par le Maire de Savigny le Temple et le vice-président du Conseil régional d'Ile de France. Celui-ci, dans son discours, a souligné que la région d'Ile de France réunit la plus forte proportion de communautés étrangères dont il souhaite qu'elles apportent leur part dans la culture régionale.

Les associations participantes sont principalement féminines. Leurs activités sont avant tout des occasions de rencontres autour de thèmes comme la cuisine, la couture... des occasions aussi de sorties et de découvertes. Un groupe de jeunes filles a fait une démonstration de danses orientales collectives.

Les personnes rencontrées sont d'accord sur le principe d'une information réciproque sur nos programmes et projets d'activités.

M.L.

Adresses

Organisatrice de la journée du Maghreb
Mme Wylleman
Regards sur le Monde, Savigny le Temple
01 60 63 72 05

ALGERIE

Mme Khaber Regards sur le Monde Savigny le Temple 01 75 51 10 99

TUNISIE

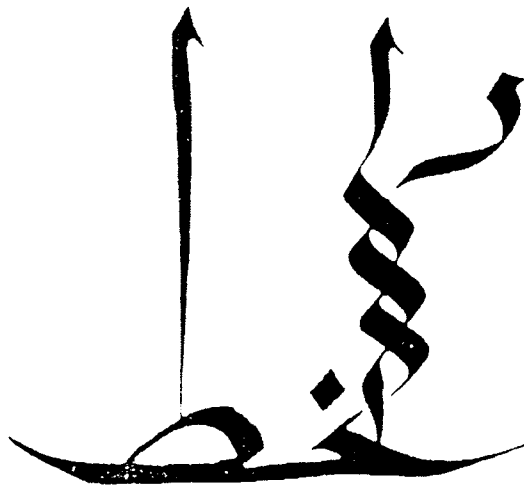
Association des Familles tunisiennes du Mée sur Seine
290 Rue de la Haie de Chasse
77350 Le Mée sur Seine
01 64 09 33 53

Mme Tayari Sabine
Association Franco-Tunisienne fertoise
33 Rue de Condé
77260 La Ferté sous Jouarre
01 60 22 31 36
Siège social Mairie de la Ferté sous Jouarre
01 60 22 25 63

MAROC

Réunions et activités dans le cadre du
Relais de Quartier Lucie et Raymond Aubrac
Av du Général Delestraint
77176 Savigny le Temple
01 60 63 13 54

Site de la commune
<http://www.savigny-le-temple.com/>



Vitalité et originalité du théâtre algérien

Après avoir vu plusieurs spectacles d'auteurs différents, il faut bien se rendre à l'évidence : le théâtre algérien a une personnalité bien à lui.

Spectacle sobre. Peu ou pas de décor, peu ou pas de costumes, des jeux de lumière réduits, des mouvements d'acteurs mesurés, rarement exubérants. Tout paraît consacré à la mise en valeur du texte.

Et effectivement, le texte est entendu; rien ne vient perturber l'attention des spectateurs.

Souvent, une musique discrète, vient en souligner des passages. Les musiciens sont d'ailleurs présents aux côtés des acteurs. Texte et musique, comme on dit son et lumière, tel pourrait être la façon de désigner ce théâtre.

Le texte, c'est toujours une suite d'interrogations, souvent répétitives, sur toutes les questions que le drame algérien soulève: l'islam, les traditions, les femmes, la sexualité, l'éducation, les abus de pouvoir, la corruption, les attentes et les déceptions après l'indépendance... Questions sans réponses, mais posées de telle façon qu'aucune réponse simpliste ne peut leur être donnée. Ce sont les questions qui ont un sens. Après toute tentative de réponse, elles demeurent posées.

Même lorsque les dialogues "racontent" l'Algérie, ils font bien plus que décrire. C'est toute son âme, ses tiraillements, ses contradictions qui se révèlent. Et souvent l'humour à fleur de texte. Comme le montre cet extrait de "1962" de Mohamed Kacimi évoquant les souvenirs d'enfance des premiers jours de l'indépendance:

- Gharib (*se souvenant*) - Le drame survient à la rentrée lorsque grand-mère nous met le cartable sur le dos.
- Gharib (*enfant*) - Comment, grand-mère, c'est déjà fini l'Indépendance ?
- Nadia (*jouant grand-mère*) - Loin de nous le malheur, bien sûr que non !
- Gharib (*enfant*) - Alors, pourquoi retourner à l'école ?
- Nadia (*jouant grand-mère*) - Pour apprendre !
- Gharib (*enfant*) - Mais avec l'imam, on apprend la parole de Dieu.
- Nadia (*jouant grand-mère*) - C'est pour avoir une place au paradis.
- Gharib (*enfant*) - Alors pourquoi aller à l'école de la France ?
- Nadia (*jouant grand-mère*) - C'est pour avoir une place au gouvernement !

Il semble que chaque auteur algérien pourrait dire comme Fellag "Je n'ai pas besoin d'inventer, il suffit de puiser dans le vécu". En raison sans doute de ces sources, le texte est limpide sans jamais être vulgaire. C'est un véritable théâtre populaire.

Si le texte est tellement à l'avant plan, pourquoi alors le mettre en scène avec tant d'économie plutôt que d'en faire des livres ?

On peut supposer sans trop d'erreurs que dans le monde arabe, le texte prend toute sa valeur lorsqu'il est dit. Il faut voir avec quelle délectation les écrits sont récités ou psalmodiés; les confréries du maghreb, les récitations collectives de sourates, les conteurs publics, les récitations de poèmes, les chants des bédouins en donnent de bons exemples. A tel point que dans certains cas, la frontière entre la récitation et le chant est bien difficile à établir.

Rien d'étonnant alors si, dans le théâtre algérien, la musique est partie prenante du texte, et si le couple texte-musique est prédominant.

Rien d'étonnant non plus à ce que ce théâtre soit algérien, alors qu'il pourrait être maghrébin, si l'on songe à cette plus forte aspiration à être entendu. A lire le texte, on devine que l'auteur "compose à voix haute". Le drame est si fort, si dense, si invraisemblable et pourtant bien présent qu'il ne suffit pas de l'évoquer dans l'intimité de la lecture. L'auteur parle et veut être entendu.

Pourquoi le théâtre ? La réponse est simple: par urgence de vie. J'ai voulu sortir de la solitude du roman, de cette parole de l'auteur absent au lecteur invisible, ouvrir une brèche dans le livre et l'écriture pour que ce récit touche scène et prenne corps. Pour que l'Algérie retrouve, le temps d'une représentation, une autre voix que celle du drame. Mohamed Kacimi, Paris, décembre 1997

Extrait de 1962 (Mohamed Kacimi) :

Un village tu disais ? Non une ville sainte née du néant et du miracle, où les hommes ne vivaient que pour se dissoudre dans la foi. Les adeptes affluaient par milliers pour recevoir la bénédiction de grand-père descendant du Prophète ou pour enterrer les leurs. Dans ce lieu saint, j'ai vu mourir plus d'hommes que je n'en ai vu vivre. Au fil des années le village s'est transformé en un vaste cimetière. Mourir à El-Hamel rapprochait de Dieu, rendait plus accessible le paradis.

De nuit comme de jour notre monde était livré à l'incantation incessante du verbe coranique. Les hommes devaient sans répit rappeler le nom de Dieu le répéter jusqu'à l'épuisement l'évanouissement.

Peu importe si le pays abuse de la démesure peu importe si le ciel bascule de l'incandescence au froid insoutenable qui fait sangloter la pierre. Selon la tradition de nos ancêtres la parole de Dieu ne devait jamais s'arrêter sous peine de perte de mémoire et de sens.

Notre famille avait trois cultes, celui d'elle-même, celui de l'islam, celui de la langue arabe.

M.L.

Ont participé à la rédaction et aux illustrations :

Elio Cohen-Boulakia. Du côté paternel, issu de la diaspora juive d'Espagne : les aïeux ont gagné d'abord l'Égypte puis la Tunisie au début du 18^{ème} siècle ; judaïsme italien côté maternel. A enseigné au lycée du Bardo-La Manouba, près de Tunis. Puis s'est longtemps occupé d'aménagement urbain auprès de la Ville Nouvelle d'Evry. Professeur associé à l'Université d'Evry (Essonne), responsable du centre de formation relié au Conservatoire National des Arts et Métiers.

Lucie Hanne Cohen-Boulakia. Est née à Knutange (Moselle) en 1944. Elle fait ses études secondaires à Tunis où ses parents sont arrivés en 1958 et enseignent au lycée Sadiki Kharznadar (mission française). Après des études supérieures de philo à la Sorbonne jusqu'en 1968, elle enseigne dans un lycée pour jeunes filles musulmanes la littérature française, en 1969, à Alger, où ses parents se sont rendus dès l'indépendance de l'Algérie (en 1970, ils ont finalement été expulsés par Boumédiène parce qu'ils recevaient trop d'étudiants communistes). Après une formation à l'INETOP, elle exerce comme conseillère d'orientation au CIO de Savigny-sur-Orge.

Michel Laxenaire. Est né à Alger en 1928 d'un père né en Alsace, artisan tourneur ajusteur et d'une mère née à Carnot Les Attafs, d'origine lorraine. En Algérie, a été responsable d'un mouvement de jeunesse et a dirigé une coopérative ouvrière de production exclusivement formée d'Algériens. Retourné en Algérie après l'indépendance pour suivre l'expérience des Comités de Gestion, s'est ensuite occupé de développement régional du secteur des pêches maritimes artisanales en Bretagne sud... A terminé sa carrière professionnelle dans l'organisation administrative et l'informatique.

Brahim Zerouki. Médiéviste et calligraphe. Elève du maître calligraphe Al Mahfoudi (Blida). Anime des formations en calligraphie en Picardie où il ambitionne de créer une école de calligraphie maghrébine, afin de donner à la France une ouverture qui lui manque dans ce domaine culturel, avec des prolongements économiques possibles. A publié un roman, « Bleu permanent », chez l'Harmattan.

Bernard Zimmermann. Né à Oran, en 1940. Côté paternel, la famille était installée en Algérie depuis 1848 (paysans Alsaciens et Bourguignons), côté maternel, paysans andalous de la région d'Almeria, arrivés en Algérie à la fin du 19^{ème} siècle. Géographe de formation et enseignant. A publié chez Fanlac (Périgueux) des récits sur l'Algérie d'avant et d'après l'indépendance, « Cuisine et culture des Pieds-Noirs d'Algérie » aux éditions Orion (Catalogne) et en 2001, « Heures perdues du matin », journal de clandestinité du peintre antinazi allemand Erwin Bowien, chez l'Harmattan. Membre de l'Association « Coup de Soleil » depuis 1985, année de sa création.